

DOSSIER TIERS MONDE

le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°601 JEUDI 16 JANVIER 1986 8,00 F

LICENCIEMENTS, EXPULSIONS, EXTRADITIONS, RÉPRESSION...

Le sale boulot !



POLOGNE

Vue par la « V.O. ». Le héros positif nouveau est arrivé !

PAGE 5

JUSTICE

Les polices privées jouent les cow-boys aux Halles.

PAGE 6

ANDALOUSIE

La réforme agraire est toujours contre les paysans.

PAGE 8

RENCONTRE

Un coupable idéal, Knobelspiess. Débat le 18 janvier.

PAGE 10

débats

• PARIS

La commission propagande des Relations intérieures organise un cycle de cours sur l'anarchisme. Ces cours s'adressent à toutes les personnes souhaitant préciser leur connaissance de la pensée anarchiste.

Chaque mardi, un thème sera abordé : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « L'organisation anarchiste », « Le mouvement anarchiste en France », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Prochain cours : « Le mouvement anarchiste en France », par Gaetano Manfredonia, mardi 21 janvier, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e.

• GIF-SUR-YVETTE

Le groupe Emile-Pouget invite ses sympathisants au festival du film libertaire organisé par la Pensée libertaire à Gif-sur-Yvette le 26 janvier prochain (M.J.C. de Gif, 160, avenue du Général-Leclerc. Métro R.E.R. B, Courcelles-Yvette).

Au programme : à 14 h 30, « Dupont Lajoie » ; 17 h, « Le sel de la terre » ; 20 h, « Sacco et Vanzetti ». Chaque film sera suivi d'un débat. Entrée libre.

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaire organisent une Quinzaine du cinéma libertaire, du 5 au 18 février, au cinéma Utopia à Toulon. Au programme : « La Cécilia », « L'Ombre rouge », « Viva la muerte », « La Cousine Angelica », etc.

Vendredi 7 février, 20 h 30, rencontre-débat : « De La Cécilia à Solles-Pony (Var) : des colonies libertaires », avec René Gieure.

Vendredi 14 février, 20 h 30, projection du film « Ecoutez May Picqueray », suivi d'une rencontre-débat avec Bernard Baissat. (Buvette, table de presse...) Pour tout contact, tél. : 94.62.39.13.

• NORD/PAS-DE-CALAIS

Meetings libertaires : « Mars 1986 : quelle alternative au vote ? ».

A Dunkerque : vendredi 24 janvier, 20 h, à la M.J.C. de Dunkerque.

A Boulogne : samedi 8 février, 14 h 30, au Colisée, rue Ernest-Hamy, Boulogne-sur-Mer.

A Lille : samedi 15 février, à la M.J.C. de Fives ; meeting, débats, expos, vidéos à partir de 14 h. Concert rock à 18 h.

• CHELLES

Le groupe Sacco-Vanzetti organise une soirée-débat à propos de Gaston Couté, avec Jean-Pierre Gault (Le Vent du Ch'min), samedi 18 janvier, à 20 h 30, au local du groupe : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.). Venez nombreux !

• ANGERS

Le n°7 d'« Alternative libertaire 49 », journal gratuit édité par le groupe F.A. d'Angers et des sympathisants libertaires est disponible contre 2,20 F à l'adresse suivante : « Alternative libertaire », B.P. 401, 49004 Angers cedex.

• ROUEN

Le groupe de Rouen organise une réunion publique sur le thème de la gestion directe samedi 18 janvier, à 14 h 30, Halle aux Toiles, Rouen.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amélot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque Libéria Mandat-lettre Règlement

la jointure au bulletin

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

éditions

• ANGERS

Le n°7 d'« Alternative libertaire 49 », journal gratuit édité par le groupe F.A. d'Angers et des sympathisants libertaires est disponible contre 2,20 F à l'adresse suivante : « Alternative libertaire », B.P. 401, 49004 Angers cedex.

• AFFICHE

La Fédération anarchiste vient d'éditer une affiche à propos du Paris-Dakar. Cette affiche est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 0,60 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires (dimensions 42 x 56).



• AGENDA



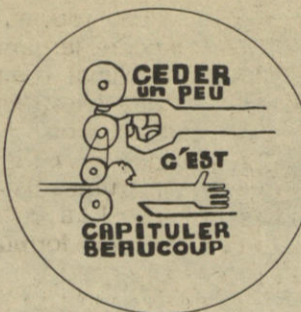
L'agenda 1986 du Monde libertaire est toujours disponible. Utile pour vous, lecteur du « Monde libertaire », c'est aussi un outil de propagande à travers les thèmes qu'il aborde. Il est indispensable à la vie personnelle et militante.

Commandez-le dès maintenant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (Tél. : 48.05.34.08). Dimension : 10 x 20. Prix de soutien : 70 F. Prix unitaire : 55 F. Prix au dessus de 5 exemplaires : 37 F l'unité (frais de port en plus). Chèque à l'ordre de Publico.

• BADGE

Le groupe Sacco-Vanzetti vient d'éditer un badge (diamètre 38 mm, couleur : rouge) sur le thème d'actualité : « Céder un peu, c'est capituler beaucoup ».

Ce badge est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 6 F. Pour diffusion (plus de 10 exemplaires), vous pouvez contacter le groupe (GRELE, 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles).



• « MAGAZINE LIBERTAIRE »



Le n°8 du « Magazine libertaire » est paru. Au programme : « Les droites », des libéraux aux extrémistes, avec un organigramme complet de l'extrême droite française depuis ses origines.

Le « Mag. lib. » n°8 est disponible au 145, rue Amélot, 75011 Paris, pour le prix de 20 F.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e

Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : 805.34.08

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (deux groupes) — Hérault : Béziers — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Haute-Saône : Gray — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca, Nice — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieux — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Routot — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Haute-Garonne : liaison Nord Haute-Garonne — Hérault : Montpellier — Ille-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Pas-de-Calais : Dunkerque — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Sarthe : Le Mans — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtelleraut — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

• LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

communiqués

• BORDEAUX

Le groupe Durruti tiendra désormais ses permanences hebdomadaires le mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet.

• MELUN

Une liaison est en formation sur Melun. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• LE HAVRE

Le groupe Jules-Durand organise une vente à la criée chaque dimanche matin sur le marché d'Harfleur. Vous pouvez donc y contacter ses adhérents. Un dépôt du « Monde libertaire » est assuré chaque semaine à la librairie La Galerie, espace Oscar-Niemeyer, Le Havre.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes — PAGE 3 : Le sale boulot, Ah ! si la gauche n'existait pas..., Editorial — PAGE 4 : En Bref, Grève des traminots stéphanois, Agriculture : résistances à la restructuration — PAGE 5 : La « Vie ouvrière » et la Pologne, Où était passé Chirac ? — PAGE 6 : L'affaire du Forum des Halles — PAGE 7 : Marxisme et tiers monde — PAGE 8 : Les paysans contre la réforme agraire en Andalousie — PAGE 9 : La dévolution du patrimoine syndical en Espagne, Grande-Bretagne : luttes écologistes et anarchisme — PAGE 10 : Rencontre-débat avec... « Un coupable idéal, Knobelspiess » — PAGE 11 : Programme R.-L., Théâtre, Cinéma, Livre — PAGE 12 : Délinquance : le cercle vicieux, Deux autoréducteurs contre l'Etat, Procès d'objecteurs, Bienfaisance : Hypocrampe.

Le sale boulot

MERCREDI 8 janvier, invité de « L'Heure de vérité », émission d'Antenne 2, Laurent Fabius est entré en campagne officielle pour les législatives de mars prochain.

Ce genre d'émissions est plus facile que celle où il avait dû faire face à la contradiction que lui apportait Chirac dans le cadre d'un débat. Cette fois-ci, les réponses étaient toutes prêtes pour des questions qui ne pouvaient pas ne pas lui être posées en une heure, non

pas de vérité, mais de pure démagogie électorale.

Globalement, le personnage juge positif le passage au pouvoir de cette gauche moribonde qui s'affuble encore, sous on ne sait quel prétexte, du terme de socialiste. Expliquant à l'électeur de demain que les licenciements qui ont eu lieu durant ces cinq années étaient nécessaires, il reproche à ses collègues d'avant 1981 de ne pas s'être acquittés eux-mêmes de cette « sale besogne ». Ceux qui ont fait partie de ces charettes du chô-

mage, quand on sait que la durée de celui-ci (environ trois cents jours) bat tous les records en France, apprécieront sûrement.

Ses états d'âme, Fabius peut les garder pour lui. S'il est un jugement unanime en ce qui concerne la politique que lui et ses amis ont menée, c'est bien que ce qui a été fait depuis 1981 n'est que ce que la droite n'aurait jamais pu réaliser sans soulever la réprobation de toutes les forces de gauche et des syndicats. Plus capitaliste que le gouvernement dit socialiste de ce pays, c'est difficile à imaginer.

Pourtant, si la Bourse de Paris est en hausse permanente, et de plus en plus euphorique, ce serait pour notre stratège une erreur de la critiquer, même s'il reconnaît que les bénéficiaires restent les détenteurs de valeurs mobilières, c'est-à-dire certainement pas l'électorat traditionnel de gauche. Et que les déçus du socialisme ne se fassent pas d'illusion, aucune part du gâteau ne leur est réservée.

Fabius confirme que la politique de rigueur économique et sociale doit d'ailleurs se poursuivre si la gauche conserve la majorité parlementaire. On se demande si les milieux d'affaires, dans un tel contexte, ne vont pas aller voter massivement pour les socialistes, préférant laisser à ceux-là le soin de continuer ce que la droite n'avait pu commencer.

Le jeune Fabius s'est encore largement étendu sur le climat d'amitié qui existe entre lui et son maître Mitterrand d'où il découle bien entendu qu'il voue au président une solidarité sans faille. Voire ! La façon dont il élude par une formule à l'emporte-



La gauche, son reflet et la réalité.

Editorial

LE « procès du Coral » a enfin lieu. Ce procès que réclamait Claude Sigala haut et fort afin de démontrer au grand jour que le dossier est absolument vide. Sigala a, dès l'ouverture de ce procès, dénoncé avec violence le scandaleux amalgame fait entre deux pédophiles avoués et l'équipe du Coral, dont le seul point commun est d'avoir tous été « dénoncé » par la même personne, Jean-Claude Krief, un indicateur de police.

Assurément, derrière ce procès, se cache mal la volonté du juge d'instruction Salzman et de quelques autres, flics ou politiciens, de salir, de détruire une expérience d'antipsychiatrie dont les preuves de succès ne sont plus à faire aujourd'hui.

Au Coral, on trouve des gosses rejetés partout ailleurs, laissés pour compte de la société. Claude Sigala et son équipe ont réussi à leur redonner le goût de vivre, par leur affection, leur tendresse... La tendresse ? Voilà le crime ! On accuse Sigala d'avoir, un jour, embrassé un enfant, sans dire que ce même est sorti du cercle infernal drogued-prostitution grâce à ceux du Coral ! Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

En s'attaquant à cette idée des lieux de vie, certains visent une idée subversive : celle d'hommes et de femmes qui refusent qu'on balance un gamin aux oubliettes parce qu'il dérange et qui ont choisi de consacrer leur vie à sortir ces enfants-là de la détresse et du désespoir !

Claude Sigala et tous ceux du Coral peuvent compter, comme toujours, dans leur combat contre l'inadmissible sur l'entière solidarité des anarchistes !

pièce l'affaire du trouble que lui occasionna le passage en France de Jaruzelski peut laisser perplexe.

En attendant, la convocation en session extraordinaire du Parlement sur le projet de loi à propos de la flexibilité du travail va servir à démontrer si possible que ceux qui y sont hostiles ne sont que des retardataires. Ce débat se déroulant à l'approche des élections sera donc le thème central de la campagne, grâce auquel le Parti socialiste espère marquer des points. Il est vrai que, si la C.G.T. et le Parti communiste français y sont radicalement opposés, la droite et le C.N.P.F. le sont certainement moins qu'ils veulent bien le dire.

Notez que si vous avez les moyens de partir en vacances à l'étranger, vous aurez droit à emporter cette année 12 000 F au lieu de 5 000 F. Cela fera plaisir aux chômeurs, smicards, et autres travailleurs de ce pays qui ont dû verdier en attendant encore le brillant écolier leur dire que le pouvoir d'achat avait évolué.

Que ceux-là laissent donc se démerder entre eux les gros bonnets de la politique et des affaires qui sont tous d'accord pour les exploiter chaque jour un peu plus. Et la réponse, ce n'est certainement pas dans les urnes qu'ils pourront la glisser.

PHILIPPE
(Gr. de Coulommiers)

Ah ! si la gauche n'existait pas...

LES excellences roses préparent leurs valises tout en expédiant les affaires courantes et en réglant quelques affaires pendantes, par exemple ce fameux projet de loi sur la flexibilité. Il n'est pas certain que cette ultime tentative aboutisse. Alors pourquoi cet acharnement qui n'a rien de thérapeutique ? Pour ne pas avoir l'air de capituler devant le parti communiste et la C.G.T. ? Ou, comme le suggère le Monde, pour laisser à la postérité « le témoignage d'une intention avortée de la gauche au pouvoir » ?

Fabius prétend que « la vraie question est de savoir si on veut organiser cet aménagement (du temps de travail) (...) ou si en bloquant tout on veut faire le lit d'une future déréglementation sauvage ». Mais la déréglementation est déjà en bonne voie — mille deux cents cas signalés en 1985 —, parce que le gouvernement a bien voulu laisser faire. La loi, en revanche, ferait le lit d'une déréglementation parfaitement civilisée... si elle n'est pas votée, le terrain aura

tout de même été bien déblayé pour le ministre du Travail du mois d'avril. Alors la postérité retiendra surtout que les socialistes ont été capables, pendant cinq ans, de ruiner les conquêtes sociales de plusieurs décennies.

Cherchez la différence

Dans son interview au Monde, à la question de savoir s'il existe une différence entre la politique de la gauche et celle de la droite, Fabius a répondu : « Il y a eu des évolutions qu'il faut reconnaître, mais tout confondre est simpliste. »

Ce n'est pas simpliste, mais c'est très simple : jamais les travailleurs — ceux qu'il appelle « les catégories traditionnelles du socialisme » — n'ont reçu autant de coups de trique que depuis la proclamation de l'état de rigueur par Mauroy. Pendant ce temps le profit était réhabilité, les patrons — objets de tous les soins — rétablaient leurs « marges », l'A.N.P.E. enregistrait un million de chômeurs de plus et les « nouveaux pauvres » prolifé-

raient après les décrets scélérats de Bérégovoy réduisant les allocations de chômage en montant et en durée.

Fabius, qui a de bons yeux, perçoit de nettes différences entre la droite et le « socialisme moderne ». Tenez, par exemple, à propos de l'autorisation administrative de licencier que la droite veut supprimer. Pourtant la dite autorisation n'a pas empêché les restructurations. Selon Thierry Pfister, Mitterrand aurait dit à Mauroy, à propos des sidérurgistes : « *Tranchez, soyez cruel !* ». Et Mauroy fut cruel, pour « moderniser ». Le pouvoir fut cruel, aussi, avec bien d'autres, dans les mines, les chantiers navals, à Creusot-Loire, chez Ducellier, aux A.R.C.T., etc. Au fait, la cruauté figurait-elle parmi les 110 propositions du candidat Mitterrand ?

Le « socialisme moderne », ce serait aussi l'impôt sur les grandes fortunes. Les sociaux vont en faire un cheval de bataille, au nom de la solidarité, puisque la droite veut le supprimer. La gauche se devait de

« faire payer les riches », un peu, un tout petit peu pour justifier la rigueur. Mais pas trop pour ne pas décourager les bonnes volontés. Ça n'a mis personne sur la paille, d'autant que l'autre plateau de la balance était joliment chargé avec des subventions de toutes sortes pour les « entrepreneurs » et les profits supplémentaires engrangés grâce au blocage des salaires.

Le système d'économie mixte constituerait aussi, selon Fabius, une des caractéristiques essentielles du « socialisme moderne ». De Gaulle serait donc de gauche ? Et Giscard aussi, qui à la fin de son septennat procéda à une nationalisation de fait de la sidérurgie ? Tout le monde sait bien que seule une injection massive de capitaux publics pouvaient permettre aux grands groupes nationalisés de faire face à une concurrence mondiale exacerbée par la crise. Ils pourront être restitués, bientôt, aux « investisseurs » qui bouillent d'impatience. L'alternance n'aurait-elle pas été un excellent moyen

de réaliser cette opération qui du début (avec de plantureuses indemnités) à la fin aura été particulièrement juteuse pour les détenteurs de capitaux ?

Dans ce domaine comme dans tous les autres, la gauche s'est montrée irremplaçable et si elle n'avait pas existé il aurait fallu l'inventer de toute urgence... La « force tranquille » a permis à la classe dominante de franchir aisément un cap dangereux.

Fabius a reconnu : « *Bien sûr, il y a aussi et heureusement de larges zones de consentement* » entre la droite et la gauche. Ces « larges zones de consentement » représentent les intérêts essentiels, communs à l'ensemble de la classe dominante, au-delà des rivalités secondaires d'intérêts, au-delà des amitiés ou inimitiés particulières. En arrivant au pouvoir, les socialistes savaient qu'ils ne pourraient rien faire d'autre que de préserver scrupuleusement ces intérêts-là. Ils y ont parfaitement réussi.

SÉBASTIEN BASSON

en bref...en bref...

• Claude Sigala repassera en procès le jeudi 16 et vendredi 17 janvier, à 10 h 30, à la 10^e chambre correctionnelle de Paris. Pour le soutenir, soyez nombreux au Palais de justice, envoyez télégrammes et lettres de soutien au président Malergue, 10^e chambre correctionnelle, Tribunal de Paris, 75006 Paris cedex 01.

• Le n°16 d'« Infos et Analyses libertaires » est paru. Au sommaire : la flexibilité, l'immigration, Greenpeace, et un dossier sur l'Afrique du Sud... Pour se le procurer : librairie du Monde libertaire ou C.E.S., B.P. 233, 66002 Perpignan cedex.

• Une projection-débat aura lieu à Bordeaux sur le Nicaragua. Ce débat sera animé par un militant libertaire qui a passé quelques mois dans ce pays. Cette soirée aura lieu le 25 janvier 1985. Le groupe organisateur est le C.D.E.S., association créée par des militants de la C.N.T. sur Bordeaux. Le lieu de ce débat : C.D.E.S., 34-42, rue Lalande, 33000 Bordeaux. Pour des précisions concernant l'heure, veuillez les contacter.

Grève des traminots stéphanois

LA Société des transports de l'agglomération stéphanoise (S.T.A.S.), c'est 732 salariés, une ligne de tramways de sept kilomètres qui coupe la ville en deux et 33 lignes de trolleybus et autobus desservant une zone urbaine qui s'étire sur une vingtaine de kilomètres.

Le 16 décembre, le personnel de la S.T.A.S. s'est mis en grève pour s'opposer au licenciement de 31 travailleurs et à la remise en cause des accords d'entreprise (notamment en ce qui concerne les 13^e et 14^e mois). La direction voulait, au bout de quinze mois, en revenir aux seules dispositions de la convention collective nationale. Ces mesures étaient exigées par le syndicat intercommunal qui chapeaute la S.T.A.S. et que préside Dubanchet, le maire centriste de Saint-Etienne. Motif : un déficit de dix-sept millions de francs provenant en partie de la décision de la majorité de droite du conseil général de réduire fortement sa participation au financement de la S.T.A.S.

Après une période de flottement où quelques conducteurs reprirent le travail et après une vaine tentative de Dubanchet d'organiser un vote à bulletin secret, le mouvement se durcit et les piquets de grève interdirent l'accès au dépôt des tramways et des bus, bousculant quelque peu des syndicats hésitants.

En cette période de fin d'année, la grève provoqua de gros embouteillages... et la fureur des boutiquiers du centre-ville qui, à l'appel du C.I.D. et de la C.G.P.M.E., manifestèrent à deux reprises dans les rues en lançant des slogans venimeux (Tiens donc, la lutte des classes, ça existe toujours ?).

La grève provoqua également pas mal de grogne dans une bonne partie de la population, une propagande bien orchestrée répandant les plus folles rumeurs quant aux « énormes » salaires et « avantages » divers des traminots ! Et puis on rencontre toujours dans ces cas-là

des personnes qui vous expliquent : « Moi, monsieur, je ne suis pas contre la grève, mais... ». Car il y a un « mais » : ces braves gens n'aiment pas les grèves qui les gênent.

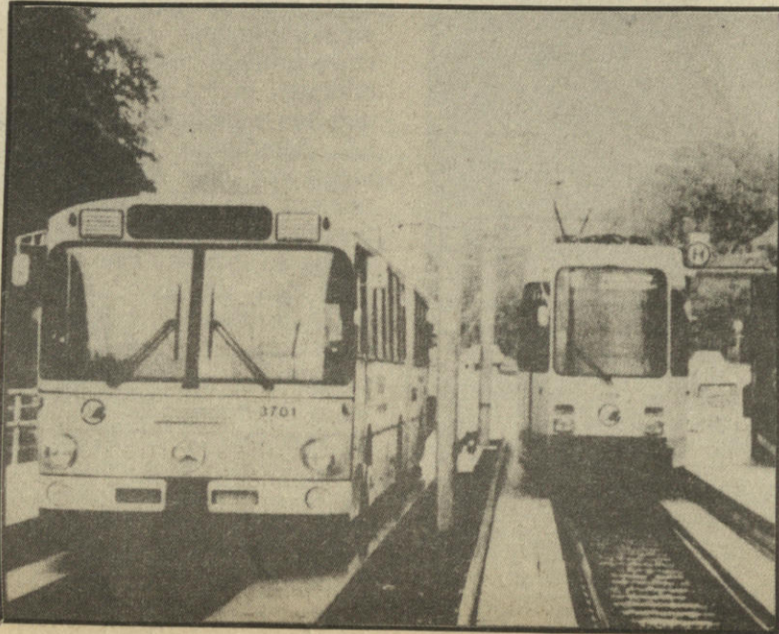
Les unions départementales ouvrières, elles, se sont contentées de publier quelques communiqués de soutien alors que les traminots auraient eu besoin d'un actif mouvement de solidarité. A tout point de vue, et en particulier, pour ne pas abandonner le pavé stéphanois aux seuls commerçants cossus du centre-ville.

Isolés, les traminots ont fini par accepter un compromis. Il

n'est plus question de licenciements « secs », ni de dénonciation de la totalité des accords d'entreprise mais les traminots ont consenti à quelques « sacrifices » : amputation ou suppression de certaines primes, suppression des deux heures annuelles d'information syndicale, rétablissement de trois jours de carence en cas de maladie, application stricte du principe temps payé égal au temps travaillé, ce qui doit se traduire par une augmentation du temps de conduite de dix minutes par jour (avec cependant une compensation exceptionnelle en congé, en 1986).

Ainsi Dubanchet et la S.T.A.S. réaliseront-ils quelques millions d'économie sur le dos des traminots. Ceux-ci, qui ont repris le travail le 1^{er} janvier, doivent se persuader que l'affaire n'est pas terminée et que ce maire rondouillard, à la silhouette « louis-philipparde », n'est pas homme à rengainer définitivement ses projets. La municipalité de droite installée à Saint-Etienne en 1983 n'a pas pour souci primordial de développer les transports en commun ni d'améliorer les conditions de travail des traminots. En revanche, elle ne lésine pas pour subventionner généreusement le patronat local, les écoles libres... et l'équipe de football. On ne peut pas être partout, non ?

S. BASSON



AGRICULTURE

Résistances à la restructuration

L'HEURE est à la restructuration, en agriculture aussi. Mais de sérieuses résistances apparaissent. Après le secteur laitier, où la mise en place de quotas a été et est encore l'occasion de lutter pour les paysans regroupés, dans l'Ouest, autour de l'intersyndicale (1), c'est au tour du secteur porcin d'être en ébullition.

Des projets de porcheries géantes

Depuis quelque temps, on voit fleurir en Bretagne des pro-

jets de porcheries industrielles. Dans le Finistère d'abord, Alexis Gourvennec, agrocapitaliste mégalomane bien connu, veut agrandir sa porcherie d'Hanvec de 2 000 truies (un travailleur peut vivre avec 20 à 40 truies selon le système de production). En Loire-Atlantique où plusieurs agrocapitalistes se regroupent avec une coopérative pour monter une porcherie de 5 000 places (un travailleur peut vivre avec 500 places). Et en Ille-et-Vilaine, enfin, deux projets ont vu le jour de 840 et 500 truies.

Les promoteurs de ces projets insistent sur le fait qu'ils créent des emplois, et que la production de porc est déficitaire en France. Mais s'ils créent des emplois, combien en suppriment-ils indirectement ?

Par exemple, le projet de 840 truies en Ille-et-Vilaine créera 7 emplois salariés, soit un travailleur pour 120 truies (au lieu de 20 à 40 actuellement). Les Travailliers paysans d'Ille-et-Vilaine ont calculé qu'il ne suffirait alors que de deux élevages de ce type par canton pour arriver à la production actuelle.

Mais si les emplois de paysans disparaissent, ceux des techniciens, ouvriers des petites industries agricoles, artisans et petits commerçants ruraux suivront de près ; c'est tout le tissu rural qui est menacé !

Voulons-nous voir demain une campagne transformée en terrains de chasse privée ou en résidences secondaires hérissées de panneaux d'interdiction ?

D'autre part, la production de porc en France est certes déficitaire, mais en revanche l'Europe s'autosuffit à 100%. Serions-nous dans le Marché commun lorsqu'il s'agit d'éliminer des paysans par le biais des quotas laitiers et en-dehors pour éliminer d'autres paysans par le biais de la concentration porcine ?

Les agrocapitalistes ne parlent pas non plus du problème des nuisances et de la pollution. Ces projets produiraient chaque année des quantités de lisier telles, que compte tenu du climat et des cultures de la région (épandage sur une période restreinte d'où lessivage et stockage importants), ils entraîneraient pour les populations alentours des nuisances et, pour la nature, une pollution accrue (2).

La lutte est engagée

Les Travailliers paysans et les syndicats contestataires de la F.N.S.E.A. (syndicat-boutique corporatiste, majoritaire en agriculture, hélas !) ont engagé la lutte contre ces projets avec

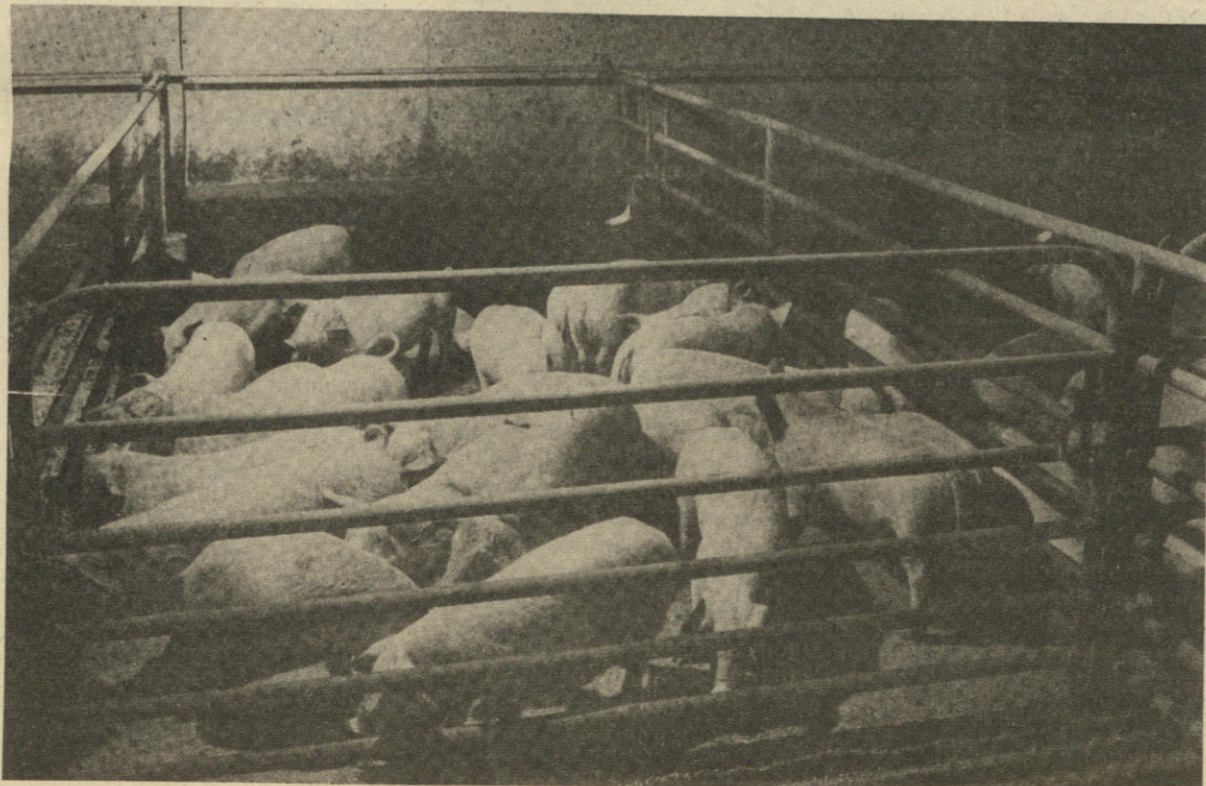
l'appui des sociétés de protection de la nature et des salariés de l'agro-alimentaire.

Dans le Finistère, l'association Eaux et rivières de Bretagne se charge de la lutte sur le plan juridique, les paysans préparent la mobilisation sur le terrain (un rassemblement est prévu pour la fin janvier sur le site d'Hanvec). En Ille-et-Vilaine, les Travailliers paysans viennent de présenter un contre-projet proposant l'installation d'une douzaine de jeunes sur des exploitations de taille humaine. Ce contre-projet créerait ainsi une douzaine d'emplois, ce qui serait un premier pas pour préserver un tissu rural fort et vivant, et éviterait la surproduction, les nuisances et la pollution grâce à un système d'élevage se démarquant du productivisme (élevage en plein air ou sur paille, épandages plus souples du fait de leur petite taille).

Les mois qui viennent seront décisifs pour l'avenir de la filière porc en Bretagne. L'enjeu de la lutte engagée par les Travailliers paysans intéresse non seulement les paysans mais aussi tous ceux et celles qui vivent en milieu rural, et qui veulent continuer à voir vivre leur campagne.

MARC
(Gr. de Rennes)

(1) Comprenant notamment les Travailliers paysans.
(2) La pollution par les nitrates rend l'eau courante dangereuse pour les nourrissons et serait aussi à l'origine de l'envahissement des côtes par les algues vertes.



La « Vie ouvrière » et la Pologne

LA VIE ouvrière, organe hebdomadaire de la C.G.T., a consacré quelques pages de ses derniers numéros (1) à la situation syndicale de la Pologne de 1985. Seul un lecteur non averti pourrait lire ces lignes comme de la simple information. Il s'agit en fait pour la direction communiste de la C.G.T. de contre-attaquer, de présenter un point de vue sur les événements polonais qui conforte les militants de la C.G.T. et leur fournisse une argumentation pour répondre aux informations venant de canaux non contrôlés par le parti.

Au passage, on note quelques petits faits qui, cités par un journal proche du P.O.U.P. (2), éclairent le tableau d'une assez sinistre couleur : « Les tickets de rationnement, sauf pour la viande et l'essence, ont été supprimés », se laisse aller à nous dire l'envoyé spécial de la V.O. Viande et essence sont donc toujours rationnées ; rappelons-nous que nous sommes dans un pays d'Europe, en 1986, quarante années après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le même envoyé spécial affirmerait sans doute que la Pologne est un pays socialiste et que la classe ouvrière y est, continuerait-il à prétendre, au pouvoir depuis le même laps de temps. Néanmoins, on peut lire que « l'inflation reste forte

(15%) et les salaires courent derrière » ; dans ce pays du socialisme réel, le niveau de vie des travailleurs, comme dans les pays capitalistes, continue de se réduire. Enfin, « il faut attendre environ quinze ans pour espérer avoir un logement » ; « on construit à peine 150 000 logements l'an, alors qu'il en faudrait 400 000 ». Tout cela se passe de commentaires.

Epinal-sur-Vistule

Ce n'est évidemment pas dans les quelques aperçus de la situation sociale qu'il faut voir la manipulation. Les militants du P.C.F. qui dirigent la C.G.T. ne peuvent plus cacher la réalité des pays du « socialisme réellement existant » ; ils reconnaissent les « difficultés » de l'édification socialiste, les « retards », les « pesanteurs ». Face à ceux qui traînent les pieds ou comptent se dresser heureusement le « héros positif » ; c'était tout au moins la trame essentielle, le thème préféré de la production hagiographique stalinienne. L'envoyé spécial de la V.O. ne craint pas d'utiliser un procédé aussi éculé.

Est donc présenté au lecteur de la Vie ouvrière un militant du nouveau syndicat de l'aciérie de Huta Katowice, Z. Fabrianczyr, habitant sans

doute à Epinal-sur-Vistule. On ne saura rien sur son passé militant avant le 1^{er} janvier 1983, date de naissance des nouveaux syndicats polonais ; il en est aujourd'hui le premier responsable : « Au début, ce n'était pas facile, (...) lorsque je rentrais chez moi tard le soir (3), je trouvais des débris devant ma porte et des insultes dessus... Personne ne parlait à ma femme... Aujourd'hui lorsque je rentre même très tard (4), presque quotidiennement, des voisins guettent mon retour pour venir me demander un conseil ou un coup de main... La calomnie a pu jouer un temps. Mais le mensonge a les jambes courtes. » Comme vous le voyez, on n'est pas loin d'André Stil.

Bien qu'admirable sur le plan personnel, le héros positif, Z. B., comme tous les autres, doit surtout être entendu parce qu'il formule l'analyse correcte et exprime la ligne juste.

En effet, comment expliquer au public syndical français que les dix millions de travailleurs qui adhèrent à Solidarité puissent se retrouver trois ou quatre ans plus tard heureux de militer au sein des nouvelles organisations patronnées par l'Etat polonais et le P.O.U.P. ? Le héros positif résout sans peine cette difficulté : « Avant, avec les anciens syndicats comme avec Solidarité, les ordres venaient d'en haut. On nous disait ce qui était bien ou mal. Aujourd'hui, nous ne rejetons rien de ce qu'il y avait de bon ni dans les anciens syndicats ni dans Solidarité... Maintenant nous portons principalement nos efforts pour écouter les travailleurs, et c'est nous, ensem-

ble, qui décidons de ce qu'il faut faire. » Le héros positif d'un moment donné annule toujours ce qui a été fait avant lui, il l'annule en le dépassant dans une « synthèse progressiste ». Et les nouveaux syndicats polonais prennent le meilleur — enfin le moins mauvais — de ceux qui les ont précédés... C'est le message qu'il faut faire passer auprès des lecteurs de la V.O.

gressait ; ça progresse toujours ! La délégation « envoyé spécial », en août 1980, lorsque la grève qui allait aboutir aux accords de Gdansk se déclenchait eut bonne mine !

« On ne défonce pas un mur avec sa tête », conclut l'envoyé spécial de la V.O., qui cite un des dirigeants du nouveau syndicat. Qui est le mur ? pourrait-on lui demander. Ne serait-ce pas ce régime, cet



Depuis, la pancarte a disparu...

Où est le mur ?

Nous ne pouvons résister à la tentation d'évoquer une anecdote qui fit bien sourire dans la C.G.T. à Paris — quelquefois jaune. Quelques mois avant août 1980, un des plus importants syndicats parisiens envoya une délégation en Pologne rencontrer le mouvement syndical polonais. Un reportage parut dans l'organe syndical, où ceux qui n'étaient pas encore les anciens syndicats, pleins de héros positifs à cette époque, expliquaient qu'il y avait des difficultés mais que ça pro-

Etat, cet acier, ces blindés qui se proclament socialistes ?

Pour résister à l'enfermement de ce mur, pour y frayer des brèches parfois — ce mur qui a brisé bien des crânes de prolétaires, à l'Est et à l'Ouest, au Sud et au Nord — les travailleurs, en Pologne et ailleurs, se sont toujours organisés. Dans un prochain article, nous ferons le point sur le mouvement syndical polonais, le vrai, le clandestin.

J. MAILLET

- (1) La « V.O. », n°2157 et 2158
 (2) Parti ouvrier unifié de Pologne, parti communiste local.
 (3) Ça milite beaucoup !
 (4) Ça milite toujours autant.



Queue devant un magasin.

Didier et Hersant sur le même bateau ?

L'imprimerie de Massy (ex-Montsouris) dans l'Essonne, Jean Didier patron de combat et compagnon de route du Parti socialiste n'aime pas la C.G.T. Il l'avait déjà prouvé en licenciant, il y a quelques années, la quasi-totalité des délégués quand il avait repris l'entreprise.

Maintenant le syndicalisme existe encore à l'imprimerie de Massy et Didier trouve que c'est trop. Alors il licencie six salariés, le secrétaire du comité d'entreprise et le délégué syndical.

A cette attaque patronale, les travailleurs ripostent par des arrêts de travail, à quoi Didier répond par le lock-out. La Fédération du Livre C.G.T., dans un communiqué, appelle « tous les travailleurs de toutes

les entreprises à refuser d'exécuter les travaux habituellement confectionnés à Massy ».

Ce qui aurait pu rester lettre morte ou vœux pieux est devenu réalité : entre autres L'Express et les suppléments du Figaro ayant été bloqués durant la journée du 9 janvier, Didier acceptait de discuter avec une délégation syndicale.

Nous pourrions épiloguer sur la conception du syndicalisme unitaire à Montsouris, sur l'attitude passée de la Fédération du Livre face à Didier, mais nous nous bornerons ici à constater que pour une fois dans l'imprimerie la solidarité presse-labour a existé. En attendant mieux pour les travailleurs du livre...

GÉRONIMO

Où était passé Chirac ?

DEPUIS quelque temps, le maire de Paris se faisait discret, laissant d'autres amuser le devant de la scène. Quand Robert Hersant mit la main sur le Progrès, il s'abstint de tout commentaire tout en écoutant d'une oreille attentive les propos de Barre... Mars est proche, qu'attendait donc le grand méchant de l'opposition actuelle ?

Laissant l'agit-prop en métropole à ses lieutenants, le maire de Paris a tenu son premier meeting politique de 1986 le 8 janvier à Cayenne (Guyanne). Il a tenu, dans son style inimita-

ble, à définir ce que ferait le R.P.R. en cas de victoire. Rien de très neuf : diminuer les dépenses publiques, les impôts et taxes, « libérer » les changes, les prix et la « gestion des effectifs des entreprises » (1), dénationaliser le crédit, les assurances et les entreprises du secteur industriel. Tout cela devra être mené « de manière irréversible », pour Jacques Chirac il n'est pas question de mettre « de l'eau dans son vin ». Avis donc aux égarements : non à la cohabitation !

Pour dissiper les malentendus (comprenez pour scier la bran-

che à Barre...), Chirac affirmait même que la nouvelle majorité sortie selon ses vœux des urnes après mars 1986 ne devrait soutenir « qu'un gouvernement dont la direction, la composition, le programme soient tels que l'action de redressement que nous promettons aux Français puisse commencer immédiatement et sans compromis ». Il ajoutait même dans un élan touchant qu'il fallait pour cela que le président de la République « respecte la volonté populaire » !

Pour cela, il suffit que l'U.D.F. et le R.P.R. signent ensemble un accord de gouvernement, ce qui nous promet encore de belles réjouissances. Pourtant l'opposition actuelle met ses plus beaux habits pour séduire l'électeur : s'ils ne sont pas socialistes, ils sont des « partisans de la liberté », critiquent même le rôle de l'Etat... Tristes pitreries qui confirment les anarchistes dans leurs convictions et qui, après mars 1986, seront oubliées dans un souci de « real-politik » ! Espérons que plus d'un comprendra alors l'inutilité et la tromperie de la farce électorale !

A. PIERRE

- (1) Oui, c'est la flexibilité !

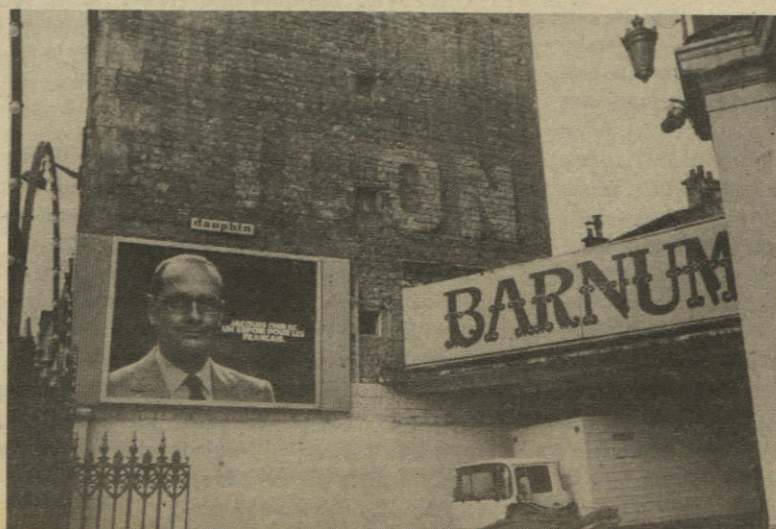


Photo Luc Nemeth

Forum des Halles Tout le monde descend...

LES 13, 14 et 15 janvier a eu lieu aux assises de Paris le procès dit du « Forum des Halles », en fait celui de Gilles Gerouville, ex-vigile, accusé du meurtre d'un clochard, Pierre Lemaitre, tué la veille de Noël... celle de 1981. Faisant suite à cette présentation d'ensemble, nous publions dans le prochain numéro du *Monde libertaire* un compte rendu de ce procès.

LE 24 décembre 1981, à 0 h 18, une ronde découvrait au niveau -1 du Forum des Halles le cadavre de Pierre Lemaitre, un clochard. Les deux morceaux de la béquille brisée du mort, tachée de sang sont retrouvés au bout d'un couloir coudé, un demi-étage plus bas.

Une autre ronde découvrait à 7 h 40 le même jour au niveau -2 un autre clochard gravement blessé, Pierre Bozec. Le 28 décembre, on tenait le prétendu coupable, Gilles Gerouville ; un jeune chômeur, vigile par intérim à la Compagnie force intervention internationale (C.F.I.I.).

Le Forum ? Un cirque romain !

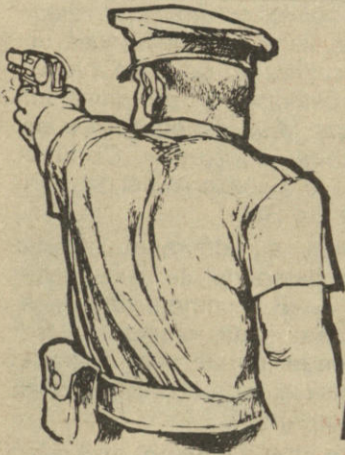
Qui est Pierre Lemaitre ? Vagabond, il fréquente dès l'ouverture, en septembre 1979, les couloirs du Forum des Halles, devenant un personnage notoire des lieux. En cette veille de Noël, les endroits chauffés ont déjà fermés leurs portes : les églises préfèrent les messes de minuit, le métro se referme derrière les derniers porteurs de billets... Derniers refuges pour les

sans-logis, les galeries marchandes de la capitale font le plein. Devant des vitrines éteintes, les clochards s'endorment. Tout pourrait s'arrêter là.

Mais la nuit a ses règles, on ne s'allonge pas impunément, même pour dormir, près des richesses du jour. Là s'étend l'empire des polices parallèles. Le Forum se transforme en cirque romain : dans les gradins, voyeurs, les sociétés de gestion du Forum et la police. Ils consentent quelquefois au sacrifice, même s'il faut ensuite condamner le vainqueur...

Ce qui se passe cette nuit-là est-il vraiment différent de l'affrontement quotidien aux allures de chasse à l'homme à laquelle se livrent vigiles et clochards ? Selon les rapports de police, les premières charges des vigiles se font à 17 h 30. Le 23 décembre, peu après minuit, des vigiles « découvrent » le cadavre de Lemaitre. Commence alors une garde à vue pour les clochards « ramassés », finesse de policier une veille de Noël... l'assassin est un de ceux-ci ! A 7 h 40, les vigiles patrouillent de nouveau et « découvrent » un autre clochard, Bozec. Avisée,

la police arrive sur les lieux... Bozec est gravement blessé. Selon le commissaire Foll : « Trois gardiens de la paix accompagnés de trois vigiles se rendaient sur les lieux et, en présence du corps du clochard, pour le ranimer, lui avaient administré plusieurs coups de pieds et lui avaient projeté au



visage du gaz lacrymogène. N'obtenant aucune réaction, ils regagnaient le poste de police négligeant de faire appel à Police-Secours. » C'est à 8 h 50 que Bozec est transporté à l'Hôtel Dieu.

Table ronde et boule de cristal

Dès lors où tout a été trop loin, que le voile se lève sur une partie des activités des gardiens de l'ordre, officiels ou parallèles, tout bascule ! Ou comment un vigile redevient un citoyen bien ordinaire, c'est-à-dire un coupable en puissance.

Bozec « découvert », la thèse d'une altercation entre clochards s'effondre au profit d'une bavure de la société de gardiennage. Ce qui va devenir la thèse accusatoire contre Gerouville se monte alors dans les locaux de la police.

Dès le 25, un des vigiles placé en garde à vue dévoile d'autres facettes de la réalité de son travail : « Ce qu'on m'a demandé de faire consiste à effectuer des rondes en vue de repérer des voleurs, de dégager les issues de secours et de disperser les

attroupements, pratiquement à chaque instant nous sommes obligés d'intervenir. » Il apparaît on ne peut plus clairement cette réalité : les vigiles ne sont que les petites mains de la police, engagés pour les basses besognes. Ce sale boulot repose sur l'anonymat, les sociétés de gardiennage et les vigiles ne sont liés par aucun contrat entre eux, comme avec la société de gestion du Forum des Halles.

Or, le 25 décembre, la presse unanime condamne les polices parallèles et les pratiques des sociétés de vigiles. Une émission spéciale de « Droit de réponse » traite aussitôt le sujet ! Va-t-on assister au procès des polices parallèles ? La pression des médias le laisse alors supposer... Faut-il préciser qu'en cette période de fêtes, les journalistes n'ont rien à se mettre sous la plume ?

Le 26, table ronde à la préfecture de police : M. Larroque, directeur technique et de la sécurité de la Sogefor (1), société de gestion du Forum des Halles, M. Valensi, directeur de la C.F.I.I. qui emploie Gerouville, le commissaire divisionnaire Di Bona et l'inspecteur principal Coudry font le point. On les imagine sans peine, réunis autour d'une boule de cristal, y voyant apparaître très clairement Gilles Gerouville, chômeur et employé intérimaire comme vigile.

C'est à peine exagéré, Valensi dira de lui : « Je peux signaler toutefois un fait, d'ailleurs tout à l'honneur de mon agent, qui, il y a plus d'un mois, a porté secours à un vieillard qui se faisait racketter par plusieurs voyous armés de couteaux. Au cours de son intervention, Gerouville a porté un coup de pied à l'un des agresseurs, et une affaire est actuellement en cours à ce sujet au commissariat des Halles... » Version policière le 26 décembre 1981, soit deux jours après les faits : « Pierre Lemaitre a été tué par des coups portés avec des baskets, celles de Gilles Gerouville ». C.Q.F.D. Deuxième finesse policière !

On boucle avant la fin de l'année

Le 28 décembre, Gilles Gerouville est arrêté. La presse, comme à son habitude, reprend en chœur les thèses de la police : Gerouville est l'assassin, le problème des sociétés de vigiles a disparu !

Le même jour, la police reçoit en commission rogatoire les « témoignages » de deux vigiles, équipiers de Gerouville, ils vont dans le sens de l'accusation ! Le 31 décembre, un troisième vigile aggrémenté à souhait la thèse accusatoire : il a vu le désormais coupable en compagnie de Pierre Lemaitre...

La boucle est bouclée, le dossier de police aussi ! Ainsi entre la nuit de la veille de Noël et le 31 décembre, en moins d'une semaine, malgré des témoignages contradictoires, la thèse officielle est entérinée. C'en est entendu du sort de Gerouville. Mme Canivet-Beuzit, juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, se contentera entre deux réveillons de reprendre mot pour mot les conclusions d'une enquête « parapsychologique » menée à bien par la police.

La police a un meurtrier. Les médias ont un coupable. Un lourd silence retombe sur le monde des polices parallèles... Quelles polices parallèles ?

LUIS PATRICK

(1) Filiale du Crédit lyonnais (1).



Des questions sans réponse

CETTE somme d'informations tirées des procès verbaux d'audition des témoins de l'affaire dite du Forum des Halles, ce sont les mêmes qui ont permis à Mme Canivet-Beuzit d'étayer son dossier d'accusation. Or une lecture sérieuse des faits pose des questions, met en évidence des contradictions, mais donne rarement des réponses.

Comment expliquer « les hématomes à la cuisse gauche, à la bourse gauche, aux mains, aux yeux, des ecchymoses au visage, au cou, à l'avant-bras droit, à l'abdomen, une fracture des os du nez, celle du larynx. L'autopsie révélant des fractures multiples de côtes, un œdème des poumons, un œdème cérébroméningé et une rupture transversale du rein droit... » (extrait du rapport d'autopsie pratiquée sur Lemaitre).

Alors que les plus grands experts criminologues de France aboutiront à la conclusion suivante : « l'arme du crime est un instrument contondant », Mme Canivet-Beuzit, elle, cherchera des taches de

sang sur les baskets de Gerouville ! Elle suivait là, sans doute, son intime conviction !

Comment expliquer la présence dans l'escalier de taches de sang, du niveau -2 jusqu'à une sortie dont la porte a été fracturée de l'extérieur à la hauteur de la porte Rambuteau ? Le dossier laisse de côté ce détail... insignifiant !

Comment expliquer que la béquille de Pierre Lemaitre, brisée en deux et tachée de sang, soit retrouvée un demi-étage en dessous de l'endroit où se situe le lieu du meurtre, selon les témoins stylés ? D'ailleurs l'analyse montre que ce sang n'est pas celui de Lemaitre, il relève du groupe B, celui de Bozec, découvert un autre demi-étage plus bas. Là encore, silence !

Comment expliquer, enfin, que cet autre clochard, Bozec, témoin capital, soit devenu « amnésique » à sa sortie de l'hôpital, après être passé entre les mains de la police ? Il est à ce jour introuvable et sans doute... bien protégé !

Ce qui inquiète dans ce dossier, c'est la machination attestée par les mensonges des témoins, et les variations de ces témoignages, tous dans le sens de l'accusation. Comment expliquer ? Alors toute cette instruction, pourquoi ?

Toutes ces contradictions, pourquoi ?

Cet acharnement, pourquoi ?

Et pourquoi écrire cet article (1) ? Il est sûr que les lecteurs du *Monde libertaire* en sauront davantage que ce que l'on voudra bien dire aux jurés les 13, 14 et 15 janvier aux assises de Paris, lors du procès de Gilles Gerouville.

Un procès qui ne choquera personne, pas même ceux qui en parleront ! Peut-être est-il vain d'essayer de comprendre comment, quatre ans après, on est passé d'un procès possible des polices parallèles à celui d'un bouc émissaire ?

L.P.

(1) Pour écrire cet article, nous avons pu consulter les procès verbaux d'auditions de témoins enregistrés par la brigade criminelle et le mémoire des avocats de la défense, E. Auerbacher et J. Vergès.

DOSSIER TIERS MONDE

Marxisme et tiers monde

QUAND on aborde les problèmes du tiers monde, on se limite trop souvent à l'analyse des problèmes des pays capitalistes. Le tiers monde c'est également des pays à dominante marxiste, et il est important de parler de leurs contradictions et de leurs échecs à réussir un développement conséquent. Il ne s'agit pas à l'occasion de cet article de faire une analyse complète, mais de mener une réflexion sur la théorie et la pratique du marxisme.

Histoire et doctrine

Pour Marx et Engels, le mode de production capitaliste est une phase nécessaire et inévitable. La bourgeoisie est nécessaire pour créer de vraies nations, et sans cette phase la révolution n'est pas possible. La dictature du prolétariat doit prendre « point par point tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat. »

Les théoriciens marxistes justifiaient ainsi le colonialisme, l'exploitation capitaliste, comme nécessaires et considéraient les autres civilisations comme barbares. On retrouve dans le même ordre d'idée impérialiste et raciste, des textes de Marx sur les Slaves, les considérant sans histoire ni culture...

Certains partis communistes vont appliquer de manière biblique la théorie marxiste. Ils vont avoir alors pour stratégie, dans les sous-développés, d'« aider » la bourgeoisie à remplir son rôle : « industrialisez, exploitez, on verra après... ». Sous la dictature de Videla en Argentine, le seul parti d'opposition autorisé fut le parti communiste... aujourd'hui, au moment du procès des généraux, les communistes argentins soutiennent Videla car il a joué son rôle historique. On se souviendra qu'en Espagne, en 1936, les communistes avaient pour slogan : « L'heure n'est pas à la révolution sociale, mais à la révolution bourgeoise ». Ça veut bien dire ce que ça veut dire !

Pourtant la première révolution marxiste est née dans un pays comparable, dans sa situation économique de l'époque, à un pays du tiers monde. En Chine, ce fut de même... Pour beaucoup, après la décolonisation, le marxisme est apparu comme la solution idéologique parfaite pour sortir du sous-développement. Certains marxistes ne vont pourtant pas suivre à la lettre la théorie de Marx et vont être partisans de faire la révolution sans être passés par la phase capitaliste.

Les maoïstes vont être les précurseurs de cette suppression dans les pays du tiers monde. La prise du pouvoir et la dictature du prolétariat deviennent la solution pour développer les forces productives dans les pays sous-développés, là où la bourgeoisie locale n'a pas rempli son « rôle historique » comme le disait si bien Trotsky. C'est là une variante importante dans l'esprit du matérialisme historique, mais avant ou après le rôle des capitalistes, le marxisme reste un système incapable d'émanciper les travailleurs et de combattre le sous-développement.

Limites du développement des pays marxistes

Il est indéniable que dans les pays devenus marxistes (U.R.S.S., Chine, Cuba...), il y eut un certain développement, une alphabétisation importante, une organisation du travail qui donna à manger à tous (ou presque)... ceci souvent au prix d'une organisation et d'une mobilisation de la population quasi-militaire. Si l'image de la Chine était que les Chinois mangeaient un bol de riz par jour, on peut dire aujourd'hui en restant dans le même ordre d'idée, qu'un Chinois en mange quatre...

Tout ceci a des limites, comme l'avait prévu Bakounine avant même que le marxisme n'existe dans les faits. Que ce soit en U.R.S.S., en Chine, à Cuba, une nomenklatura s'est créée. Il existe dans

N.E.P., en U.R.S.S., il y a eu Staline... De plus, certains pays comme Cuba n'ont jamais vraiment quitté le cadre du marché capitaliste et continuent de s'inscrire dans l'ordre économique mondial, en ne condamnant pas les politiques de cultures d'exportations comme la canne à sucre.

Cuba est également sous la dépendance de l'U.R.S.S. Le pétrole dont a besoin l'île provient dans son ensemble de Bakou, en U.R.S.S. Les réserves sont faibles et un simple blocus peut enfoncer l'économie cubaine. La Havane génère ainsi sa propre dépendance comme au temps où elle était une « colonie » américaine, et ne sort pas de la logique de la division du travail.

L'U.R.S.S., comme les Etats-Unis, se sert des pays du tiers monde comme fournisseurs de matière première, l'exemple de l'Ethiopie est assez probant : celle-ci,

pour leur indépendance, ont été soutenus par les Cubains et les Soviétiques. Mais aujourd'hui l'Ethiopie est communiste... et le pouvoir central, soutenu par Moscou et La Havane, combat les indépendantistes délaissés par leurs anciens amis !

Tout ceci montre que les mots « exploitation » et « impérialisme » n'ont pas disparu du dictionnaire marxiste. Dans le tiers monde, beaucoup commencent à comprendre que le marxisme n'est pas la solution tant attendue. Ils doivent aujourd'hui chercher une autre voie. A nous de faire que ce soit la bonne.

Une autre démarche

Le marxisme a engendré des classes sociales antagonistes, la nomenklatura est comparable à la bourgeoisie chassée. Cette idéologie enfermée dans ses contradictions n'a pas su arriver à ses buts avoués : suppression de l'Etat — qui ne cesse de se renforcer — et combattre le sous-développement.

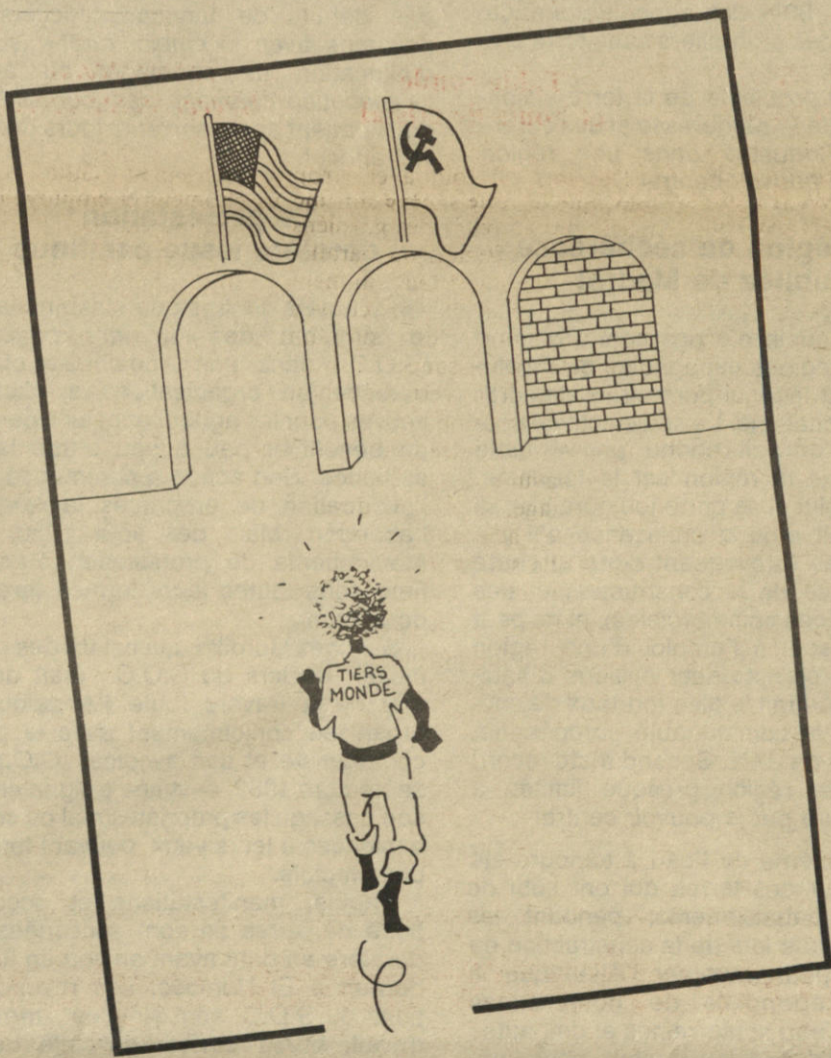
Pourtant on sait quel est l'élan et le dynamisme des paysans et des ouvriers à reconstruire un monde nouveau pendant les révolutions. Mais cet élan est toujours brisé par les Etats recréés : les coopératives deviennent souvent de simples comités de production (ex. : les coopératives algériennes) sans aucun contrôle sur la planification, la distribution, au profit de la gestion étatique et centralisée. A Cuba comme ailleurs, certains ont montré du doigt les erreurs pour se voir ensuite accusés d'être des agents de la C.I.A.

Les anarchistes doivent tout faire pour reconstruire un mouvement ouvrier et paysan, ici et là-bas, qui puisse dynamiser les expériences autogestionnaires, et se solidariser avec les travailleurs du tiers monde qui s'organisent. Les anarchistes doivent absolument faire en sorte que les coopératives qui surgissent puissent ne plus être isolées et soient soutenues efficacement.

Les travailleurs, en période révolutionnaire, s'organisent... mais face à la contre-révolution cherchent des soutiens, des appuis, des aides. Dans la plupart des cas, la solidarité vient de Moscou et ceux qui se sont organisés n'ont plus le choix qu'entre le modèle nord-américain et le régime soviétique. L'alternative est limitée ! Aujourd'hui, au Nicaragua, avec les pressions exercées par les Etats-Unis, l'empire soviétique a beau rôle pour faire tomber ce pays sous sa tutelle. Pourtant au Nicaragua, nombreux sont les ouvriers et paysans qui s'étaient organisés en coopératives. Il y avait une senteur libertaire dans cette révolution, comme dans bien d'autres. Le manque de soutien peut être la cause de l'échec de bien des expériences.

Il est donc primordial pour les anarchistes de soutenir des projets autogérés menés par les travailleurs. et seul un mouvement ouvrier et paysan conséquent pourra conduire les travailleurs dans un chemin autre que celui du marxisme. Soutenir et apporter de nouvelles références pour que petit à petit une nouvelle organisation de la société puisse naître, et combattre de manière efficace la domination et le sous-développement doivent être nos rôles.

LAURENT
(Gr. Pierre-Besnard)



ces pays une bureaucratie hypertrophiée qui marque la séparation de la société en deux classes : celle des dirigeants aux privilèges nombreux et celle des dirigés. La planification étatique, de plus, est un frein au développement car elle ne correspond pas aux besoins réels des populations. Quel intérêt ont les ouvriers et les paysans à participer, s'ils n'ont pas le contrôle de la production et de la distribution. Le véritable développement reste celui de l'appareil militaire. Les grandes évolutions, en dehors des mobilisations militarisées, se sont surtout faites lorsque les espoirs existaient encore.

Aujourd'hui, en Chine et à Cuba, les dirigeants se tournent vers la privatisation partielle pour relancer l'économie, comme pour la N.E.P. de Lénine dans les années 20 en U.R.S.S. C'est peut-être là un retour à la phase capitaliste, mais contrôlée par le pouvoir. (On sait qu'après la

après dix ans de pouvoir communiste ne sort pas de la famine. Ce pays est une base stratégique, comme Cuba, pour Moscou et verse au géant soviétique comme remboursement de ses achats d'armes 90% de ses productions agricoles, dont aurait bien besoin en priorité la population.

Les deux grands du bloc communiste, Chine et U.R.S.S., se sont affrontés parfois directement, et souvent par pays interposés. Pour mémoire, le gouvernement chinois est allé jusqu'à financer des gouvernements fascistes, comme au Chili, car ils luttèrent contre les partisans de Moscou (voir M.L. n°597). Le conflit Vietnam-Cambodge, qui en est un exemple flagrant, va aggraver la situation et va avoir un impact important sur les intellectuels du tiers monde, premiers propagandistes des thèses marxistes.

Autre conflit : en Ethiopie. Les guérilleros sahéliens de l'Eritrée, qui se battent



Les paysans contre la réforme agraire en Andalousie

Le gouvernement autonome andalou a entamé depuis un mois la mise en œuvre de la réforme agraire, votée par le Parlement espagnol il y a déjà un an. Il a commencé pour cela par la contrée d'Antequera, située à 55 km de Malaga, où 85% des terres ont été déclarées comme tombant sous la « loi des exploitations manifestement améliorables ».

Résultat : quarante-quatre propriétés ont été soumises à un « plan obligatoire d'amélioration de l'utilisation des terres », vingt-sept propriétaires ont dû payer une amende à l'administration et douze exploitations ont été expropriées à cause du lamentable usage qui en était fait. Cependant, le parti communiste andalou (P.C.A.), le syndicat des Commissions ouvrières et le syndicat des ouvriers paysans (S.O.C.) s'indignent et déclarent que : « La réforme agraire n'existe pas ».

Pour comprendre pourquoi, il faut tout d'abord connaître les caractéristiques de cette région qui occupe toute la partie sud de l'Espagne, face au continent africain.

Une structure agraire datant du XIX^e siècle

Depuis l'expulsion des musulmans au XIV^e siècle, qui y séjournèrent pendant plus de huit cents ans, l'Andalousie a toujours été une région de latifundias, c'est-à-dire d'immenses domaines de dizaines de milliers d'hectares, donnés aux Grands d'Espagne pour leur victoire. Ces derniers ont su maintenir des relations quasi féodales avec les paysans, dans des propriétés où ils ne résidaient pas, cultivaient peu, laissant la terre vierge au profit d'un élevage « très » extensif, où l'on prélevait les taureaux les plus braves pour les corridas des jours de fête.

Progressivement, l'agriculture s'est développée grâce aux travaux d'irrigation et à la généralisation de la culture des céréales et du tournesol venus rejoindre les oliviers traditionnels. Mais il n'y a jamais eu de réelle redistribution de la terre, si ce n'est une timide réforme agraire au XIX^e siècle. Après une période de stabilisation, la taille des grands domaines continue d'augmenter du début du siècle à la Seconde République, par l'achat de petites propriétés aux paysans ruinés par les impôts et la sécheresse. Paradoxalement, ceci a lieu alors que l'agitation et les luttes anarchistes, longues d'un siècle, atteignent le paroxysme de leur violence.

Une réforme agraire d'inspiration libertaire commencera sous la devise : « La terre à ceux qui la travaillent » ; mais la guerre civile viendra briser toutes les illusions. De 1950 à 1972, ce ne seront plus les nobles mais la haute et moyenne bourgeoisie qui, par le biais

de sociétés anonymes, accumuleront peu à peu les lopins vendus par ceux qui opteront pour l'émigration. Les latifundias n'ont donc pas cessé d'augmenter, en taille et en nombre, depuis le XIX^e siècle. Ceci fait de l'Andalousie la région européenne où la dimension moyenne des exploitations agricoles est la plus élevée, avec des chiffres comparables à ceux du tiers monde : 2% des propriétaires accaparent 50% des terres ; 229 exploitations occupent un quart de l'Andalousie (soit 2 187 000 hectares) ; 80% des agriculteurs andalous sont des journaliers sans terre propre.

Mais au problème de la terre s'ajoutent ceux de la sécheresse et des carences de l'industrie dans une région oubliée du pouvoir central.

Une région de sécheresse oubliée de Madrid

L'Andalousie n'a pas connu comme d'autres régions espagnoles de révolution industrielle lui permettant de sortir de son archaïsme. La seule activité économique qui ait connu un véritable essor dans la région est le tourisme. Mais si celui-ci se porte toujours bien, il ne connaît plus la croissance d'il y a quinze ans (provoquant donc la chute de l'activité de la construction et des implantations commerciales), et ne peut pourvoir seul à l'emploi d'une région vaste qui compte sept millions d'habitants et connaît le plus fort taux de chômage de la communauté européenne, avec près de 37%. Second triste record pour cette région presque limitée à l'agriculture par le pouvoir central.

Le problème de l'eau a toujours été crucial sur ces terres qui ont subi de violents déboisements, pendant les guerres, puis lors de la construction de bateaux pour traverser l'Atlantique. Il existe cependant de nombreuses poches d'eau souterraines et de hautes montagnes qui fournissent abondamment les fleuves en eau, à la fonte des neiges. Mais les quelques travaux d'irrigation, la construction de barrages et le timide effort de reboisement, menés à bout laborieusement en quarante ans de franquisme, s'avèreront inutiles s'ils en restent là.

Ce ne sont pas les gouvernements successifs de la période dite de transition qui ont lutté, de manière efficace, contre ces problèmes pourtant incontournables ; pas plus que le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez ne paraît s'y consacrer, ni le gouvernement autonome de la région pourtant en exercice depuis plus de quatre ans. Néanmoins, certaines parties de l'Andalousie pourraient devenir très prospères. La plaine fertile du Guadalquivir par exemple, qui fait de Séville une importante région agricole, mais où l'aménage-

ment du cours du fleuve est indispensable au développement des cultures.

Les dernières années de sécheresse ont exacerbé les problèmes de la région. De nombreux villages sont ravitaillés en eau potable par camion-citerne, les barrages sont souvent à sec ; et si l'eau vient à manquer pour les hommes, on peut facilement imaginer ce qui en résulte pour l'agriculture et le bétail. Les pertes de l'agriculture sont évaluées à 3 milliards de francs par an. La sécheresse provoque même parfois des débuts de famine, difficilement palliables avec l'« emploi rural » (sorte d'allocation de chômage) ou avec l'« allocation chômage des journaliers » qui s'obtient après soixante jours de travail effectif.

La protestation dernière issue pacifique

Il y a déjà dix ans que s'est implanté le syndicat des ouvriers paysans (S.O.C.) dans une Andalousie où la carence en organisations syndicales actives pour les agriculteurs lui a permis de bénéficier peu à peu d'une large audience. Son action a commencé par l'occupation de propriétés laissées à l'abandon. Mais dès août 1980, les mouvements de protestation s'amplifient sous toutes leurs formes (grèves de la faim).

Sanchez Gordillo, qui est un des principaux leaders du S.O.C., était de la marche à travers toute l'Andalousie, organisée conjointement avec le parti communiste et son syndicat (C.O.) en septembre 1982, destinée à signaler sur son passage les propriétés mal ou sous-exploitées à leurs yeux, pouvant fournir des emplois.

Depuis, manifestations et occupations de terres se sont succédées, la dernière en date ayant eu lieu en juillet dernier à El Humoso. Les revendications du S.O.C. sont simples : terre et travail, et sa devise est celle de la réforme agraire : « La terre à ceux qui la travaillent ». Face à eux, le réformisme du gouvernement socialiste travaille lui à la mécanisation des cultures, qui ne fera qu'accroître encore le chômage, en vue d'augmenter la productivité de l'agriculture andalouse à l'heure de l'adhésion de l'Espagne au Marché commun.

Privileges et misère dans l'Espagne socialiste

C'est travaillant sur un chantier que l'on trouve « Juan Manuel », comme les habitants de Marinaleda appellent leur maire, qui nous explique qu'ils construisent eux-mêmes un second lot de maisons — le premier ayant été bâti grâce à des fonds « arrachés » à l'administration. « Mais nous ne pourrions sans doute

jamais rembourser ces crédits », dit-il, moitié ironique, moitié sombre.

Une fois installé chez lui, Juan Manuel explique : « Marinaleda est une île entourée de latifundias où l'on ne cultive que céréales et tournesols, semés et récoltés par des machines. Seuls les oliviers qui subsistent exigent de la main d'œuvre deux mois par an. » Et, regrettant les relations entre riches propriétaires et paysans, il ajoute : « Cet été, on disposait d'une heure d'eau par jour au robinet et on nous ravitaillait par camion-citerne ; pendant ce temps, le duc de l'Infantado arrosait copieusement ses terres avec l'eau souterraine de sa propriété. On parle maintenant de nous relier au lac du Retortillo à plus de 100 km, alors que l'eau du duc est à quelques centaines de mètres. »

M. Sanchez Gordillo estime qu'aussi bien le gouvernement socialiste que le gouvernement autonome andalou, socialiste lui aussi, n'ont apporté aucune amélioration à la situation de sa région.

Il est vrai en effet que 65% des terres expropriées sont du monte (monts buissonneux) et qu'il n'y a que 8% de terres irriguées, les 27% restants étant desséchés. Parlant de l'occupation de la propriété El Humoso, en juillet dernier, Sanchez Gordillo déclare : « En trente-sept jours d'occupation, nous avons été délogés trente fois par la Garde civile, ce qui a donné lieu à plus de cent procès encore en cours et à l'arrestation illégale et anticonstitutionnelle pendant quatre jours consécutifs de quatre-vingt femmes qui manifestaient pacifiquement et avec un drapeau blanc, autour du siège du gouvernement autonome à Séville. Elles demandaient : " Terre, paix et dialogue " et se retrouvèrent en prison, parfois avec leurs enfants. »

S'indignant de la réponse donnée par le gouvernement autonome à leurs pétitions : « On ne peut remettre en cause la propriété de la terre car elle est un droit naturel », cet homme de la terre répond dans le País du 28 octobre : « Le droit naturel nous dit, si l'on observe la nature, quelque chose de bien différent. Il nous dit, par exemple, que la terre n'a été faite par personne et que si personne n'a fait la terre, la terre ne peut ni ne doit être à personne, et doit être pour l'usage et l'alimentation de toute la communauté qui habite en elle. »

La grogne du peuple et les marches font évoquer par certains journaux conservateurs le spectre de l'anarchisme, cet anarchisme andalou qui a si longtemps lutté contre le régime seigneurial de la région. Aujourd'hui, le S.O.C., qui regroupe chrétiens et partis de gauche, se déclare contre la mécanisation et l'exploitation « anti-sociale et productiviste » des terres ; utopiquement sans doute. Mais peut-être que, face au chômage et aux famines, l'utopie permet de résister.

J. LAMARLÈRE

ESPAGNE

La dévolution du patrimoine du mouvement syndical

LA suite de la publication d'un compte rendu d'une action menée par la C.N.T.-A.I.T. à Barcelone (voir M.L. du 9 janvier) pour la restitution du patrimoine historique de la C.N.T., il nous a paru utile de présenter un dossier sur ce sujet, afin que les lecteurs du *Monde libertaire* connaissent bien les données du problème.

Patrimoine historique et patrimoine accumulé

Une distinction importante doit tout d'abord être établie. Le gouvernement qui a suivi la chute du franquisme s'était engagé, en légalisant les organisations syndicales, à leur restituer ce qui avait été accaparé par le franquisme.

Ce patrimoine se composait de deux parties :

- la restitution des locaux et matériels confisqués par l'Etat à la fin de la guerre civile en 1939, cette opération ne pouvant concerner que les confédérations qui existaient à l'époque, soient exclusivement la C.N.T. et l'U.G.T. ;
- la restitution de tous les biens acquis par le syndica-

lisme vertical avec le produit des cotisations obligatoires de l'ensemble des salariés, cette opération supposant d'imaginer des critères de répartition. Il fut décidé de se référer à la représentativité acquise lors des élections syndicales.

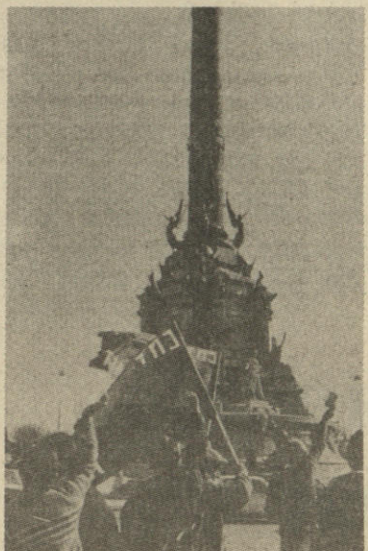
Le patrimoine historique de la C.N.T.

La commission mise en place par le ministère du Travail a répertorié 120 locaux comme propriété de la C.N.T. à la date de 1939, tandis que la C.N.T.-A.I.T. en dénombrait 252. La différence s'explique très simplement : la commission a dû « oublier » de prendre en compte les locaux acquis pendant la période de guerre civile, ce qui est une manière de considérer que cette République-là n'était pas tout-à-fait légitime...

Mais là n'est pas l'essentiel. La restitution des 120 locaux dénombrés par la commission ministérielle suffirait à résoudre la plus grande part des problèmes que rencontre un syndicat qui doit faire l'effort financier de l'acquisition de

nouveaux locaux, tandis que les autres confédérations reçoivent des subventions importantes.

Le patrimoine ne s'arrête d'ailleurs pas aux locaux. Le principe de la dévolution prévoit en effet d'inclure le matériel qui équipait ces locaux :



tables, chaises, meubles divers, machines à écrire, etc.

Tandis que la dévolution a commencé pour l'U.G.T. depuis longtemps, le cas de la C.N.T. reste en suspens. Dans

les ministères, on argumente sur le fait que la division de la C.N.T. ne permet pas de procéder à la dévolution du patrimoine, comme si le gouvernement s'était préoccupé de savoir si des divisions n'avaient pas les autres organisations syndicales et comme si ces divisions internes regardaient les services gouvernementaux !

Le patrimoine accumulé

La C.N.T.-A.I.T., ayant refusé de participer aux élec-

tions syndicales, ne peut accepter que ce patrimoine soit restitué aux organisations syndicales en fonction de leur représentativité électorale.

Ce patrimoine, constitué avec les cotisations de l'ensemble des travailleurs, qu'ils soient ou non aujourd'hui syndiqués ou simplement électeurs d'un des syndicats actuels, doit donc être mis à la disposition des travailleurs, syndiqués ou non.

D'après
« Solidaridad
Obrera »
décembre 1985

Le patrimoine de la C.N.T.

- 252 locaux (dont 52 en Andalousie, 43 dans le Centre, 36 en Catalogne...) et leur équipement ;
- les rotatives de deux quotidiens : « Solidaridad Obrera » (Barcelone) et « El Noticiero Bilbaino » (Bilbao) ;
- le fond cinématographique, soit environ 100 films presque tous tournés pendant la guerre civile et qui sont actuellement conservés dans les archives de la Filmothèque nationale ;
- le fond de documentation qui représente 35% des Archives de Salamanque.

GRANDE-BRETAGNE

Luttes écologistes et anarchisme

L'AMPLEUR des luttes écologistes ne cesse de se révéler. Que cela soit en R.F.A. (la lutte sur le site de la future centrale nucléaire de Wackersdorf) ou en Angleterre, le mouvement écologiste montre sa vigueur. Nous avons l'occasion d'en faire état. La fin de ce mois verra des manifestations importantes en Angleterre pour protester contre l'installation de missiles de croisière américains. Il nous a semblé intéressant de donner la parole à des libertaires impliqués dans ces luttes. C'est le cas des anarchistes du journal *Green anarchist*.

Relations internationales

LA terre affronte une crise majeure. Nous entendons par là toute la vie sur terre — tombons dans un gouffre qui a pour seul fond une catastrophe écologique. La menace la plus évidente est celle d'une guerre nucléaire, mais il y a beaucoup d'autres dangers qui recueillent, et de loin, l'attention.

Par exemple, si l'utilisation actuelle d'engrais chimiques persiste, alors dans moins de trente ans la couche fertile du

sol sera devenue si toxique qu'un tiers deviendra stérile. Imaginons les conséquences que cela pourrait entraîner : famine...

Malheureusement, notre société encourage l'apathie et la résignation. La majorité des gens sont opposés à la pauvreté, à la destruction de notre environnement et à l'exploitation des animaux, mais se sentent impuissants à changer cet état de fait. C'est seulement en passant à l'action, individuellement

et collectivement, que nous assurerons l'avenir.

Mais quel avenir ? Les pouvoirs ne vont-ils rien faire et laisser la terre se détruire petit à petit ? Gardons à l'esprit que personne ne se réjouit d'un avenir qui est celui du désastre mondial — nucléaire ou écologique —, particulièrement les nantis et les puissants qui y auraient beaucoup à perdre. On peut penser au moins qu'il y a une bonne espérance pour qu'ils agissent dans le sens d'une prévention.

Mais leur méthode sera très différente de la nôtre et en opposition directe à ce que nous, libertaires, croyons. Ivan Illich, l'un des penseurs-sociologues les plus pertinents, prévoit deux scénarios du futur possibles. Soit la société est administrée par des ingénieurs écologistes et contrôlée par des institutions hiérarchisées centralistes, c'est ce qu'il appelle la voie techno-fasciste, soit les groupes autonomes contrôlent leur propre vie afin de sauvegarder la contrepartie écologique nécessaire à la vie ; c'est la société conviviale.

Illich pense que nous sommes déjà à la moitié du chemin qui mène au techno-fascisme, mais il est encore temps de rebrousser chemin. La seule solution pour nous tous est de reprendre le pouvoir sur nous-mêmes et notre existence. Ne pas laisser notre destin dans les mains des autres, qu'ils s'appellent Etat, entreprises, églises, écoles, etc.

Les révolutionnaires sont ceux qui ont dit « trop, c'est trop ! » et se sont battus.

Les femmes de Greenham Common et le Front de libération des animaux sont le fer de lance d'un nouveau radicalisme qui agit en dehors de tout cadre institutionnalisé et établi, et adopte des options correspondant à la nouvelle situation. Dans leur résistance, ils sont pour le moment les ouvriers bâtisseurs de la charpente d'une nouvelle société et nous lancent une invitation à un avenir différent et possible.

C'est en ces points où l'anarchisme et le mouvement « vert » convergent. Traditionnellement, seuls les anarchistes ont accordé aux individus assez de capacité de jugement, ce qu'Orwell appelait le « bon sens », pour maîtriser leurs propres vies sans attendre les ins-

tructions d'une élite — qu'elle soit bourgeoise ou marxiste — ou de décideurs. Plus nous leur léguons notre pouvoir, moins nous en avons pour contrôler notre vie, nous en arrivons à voir chaque aspect de notre existence quotidienne dirigé par ces « experts ».

Devant cette crise écologique et la montée du technofascisme, la nécessité de la réappropriation de la responsabilité est plus que jamais vitale. Seule l'idée anarchiste peut fournir le cadre politique à l'intérieur duquel seule une issue de ce type peut germer.

Nous devons nous réveiller et réaliser que ces symptômes (désastres écologiques, forme individuelle de l'oppression...) révèlent un mal profond. C'est notre société malade que nous devons abattre.

« Green Anarchist »

ERRATUM

Dans l'article paru dans le numéro du 19 décembre 1985, des informations reçues nous ont fait imprimer que les deux militants belges arrêtés dans le cadre de l'enquête sur les C.C.C. étaient anarchistes.

Nos correspondants belges nous prient de préciser que seule Chantal Paternostre se revendique du mouvement libertaire, Louis-Jean Carpentier se situant pour sa part dans la mouvance « maoïste ».

Il n'en reste pas moins que tous les deux ont en commun d'être inculpés à tort de participation au C.C.C., à cause de leurs opinions et de leurs activités antérieures.

Relations internationales

Action pacifiste contre les missiles

LE Conseil national de la campagne pour le désarmement nucléaire (C.N.O.) organise le 6 février prochain un mouvement de protestation contre la base de lancement de missiles située à Molesworth. Le gouvernement anglais est en train de faire préparer cette installation pour recevoir soixante-quatre rampes de lancement pour les missiles Cruise, en plus de ceux qui sont déjà en réserve à la base aérienne de Greenham Common.

Cette action du C.N.O. prendra la forme d'un blocus total avec utilisation d'une tactique non violente. Pour toute information, contactez : Molesworth Working Group, 180, Mansfield road, Nottingham, N.G.1 3 H.W., Grande-Bretagne (tél. : (19) 44.602.58.11.78).

Rel. Internationales

Rencontre avec...

Samedi 18 janvier, la librairie du Monde libertaire organise, à partir de 16 h, une rencontre-débat autour du livre *Un coupable idéal*, Knobelspiess (1) avec l'auteur Serge Quadruppani, Jean Lapeyrie et, sous réserve, un des principaux témoins à décharge du procès d'Evry : le dessinateur Gébé.

LE nouveau procès intenté à Roger Knobelspiess, dont le verdict sera rendu le 17 janvier, défraie actuellement la chronique et il est aisé de voir que c'est surtout un symbole qui est jugé.

Pour parler du livre de Serge Quadruppani, ne vaut-il pas mieux encore laisser la parole à Roger Knobelspiess qui en a écrit la préface dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits.

CE livre est une contre-enquête. Il est, entre autres, ce que devrait être une instruction si elle se faisait à double degré. Charge et décharge. En l'état, l'actuel dossier résulte d'un saucissonnage, une procédure complaisante au trucage policier, sur lequel des magistrats « honnêtes » auront à cœur de juger.

Qu'on juge donc... Le 3 juin 1983 une manifestation de policiers séditieux opère sous les fenêtres du Garde des Sceaux. A cette occasion il est dit aux journalistes : « Attendez, on va ressortir une affaire qui va mettre la gauche dans la merde. » Deux jours plus tard, le 5 juin 1983, je suis interpellé à Honfleur : « arrestation-attentat ». Il suffit de voir les photos dans le livre, où, ayant eu très peur, comme on dit avec mépris : je me suis pissé dessus ! — Exact. J'ai une relative notion des armes. Le regard

du commissaire qui cherchait l'angle de tir, la gueule du canon dans ma direction, le bruit de la détonation... En une fraction de seconde j'ai tout enregistré, et je me suis cru mort ; pourtant je ne souffrais pas : juste le sang chaud qui coulait le long de mon visage. La balle m'avait seulement éraflé. La synchronisation de mes gestes, la rapidité avec

derniers sont absolument établis. Pourtant il n'y a ni policiers inculpés ni policiers écroués. Pour quatre fois moins de charges des milliers de détenus croupissent de longues années en détention préventive. Ils ont sûrement la circonstance aggravante de la pauvreté, de la misère ; et la malchance d'être tombés sur des juges d'instruction qui

Un coupable idéal Knobelspiess de Serge Quadruppani

laquelle j'ai dégagé, fait bondir la voiture, je m'en étonne moi-même. Comme d'être encore vivant !

Une information contre ces policiers a été ouverte ; les faits et la culpabilité de ces

n'avaient pas la bienveillance de celui qui instruit ma plainte contre ces policiers.

Ce livre serait déplacé, s'il n'était mon innocence. La précédente erreur judiciaire n'a jamais été réparée. Je suis retombé dans le néant après avoir servi de mauvaise salade publicitaire où ma vérité s'est enlisée dans le cul-de-sac des valeurs dominantes. Dans la stratégie de la vente, des intérêts politiques et autres mensonges sécuritaires. L'échec a pris son envol en une sorte de nullité bruyante... C'est là toute la force du système démocratique, capable de tout digérer, de tout récupérer. Ce monstre froid a besoin de ma culpabilité ; il a besoin de biffer ma vie, mes livres, ma parole ; de colmater la brèche

ouverte par ma lutte, par celle des autres, et tout ce qu'elles ont engendré. Il ne s'agit pas d'une vengeance banale...

Pourtant je suis rassuré. Je reste solide, un cri inébranlable, car tout se sait toujours. Et on saura, tôt ou tard. Peu m'importent ces flics assassins, ces juges revanchards, et aussi l'extrême survie carcérale. Je suis innocent, je suis vivant : quelle chance ! La mort me digère, et pourtant cette petite lueur, tout au long, existe ; un brin d'espoir plus solide qu'un rocher... La vérité : « C'est pas moi ! C'est pas moi ! » Et j'en jubile autant que j'en souffre. Curieux mélange que cette sensualité qui côtoie la torture et la persécution. Au-delà, la sérénité m'envahit, me baigne... J'ai

les yeux clairs, le regard droit, je sens bon. Mon cri d'innocence a une droite et une gauche qui cognent bien. Je ne suis plus l'innocent éperdu, la brebis égarée qui bêle, qui appelle à l'aide pour rejoindre son troupeau. L'irréparable de ma réincarcération me porte, avec toute la délectation d'une farce dramatique où s'échouent les prétentions de ceux qui vantent la démocratie.

Vingt ans ! / Attaché au poteau d'exécution / Si les juges soulèvent ma tête / Mon regard encore vif / Regarde les vrais coupables !

Roger Knobelspiess

(1) Serge Quadruppani, « Un coupable idéal, Knobelspiess », édition Maurice-Nadeau, en vente à la librairie du Monde libertaire, 89 F.

A propos d'un procès

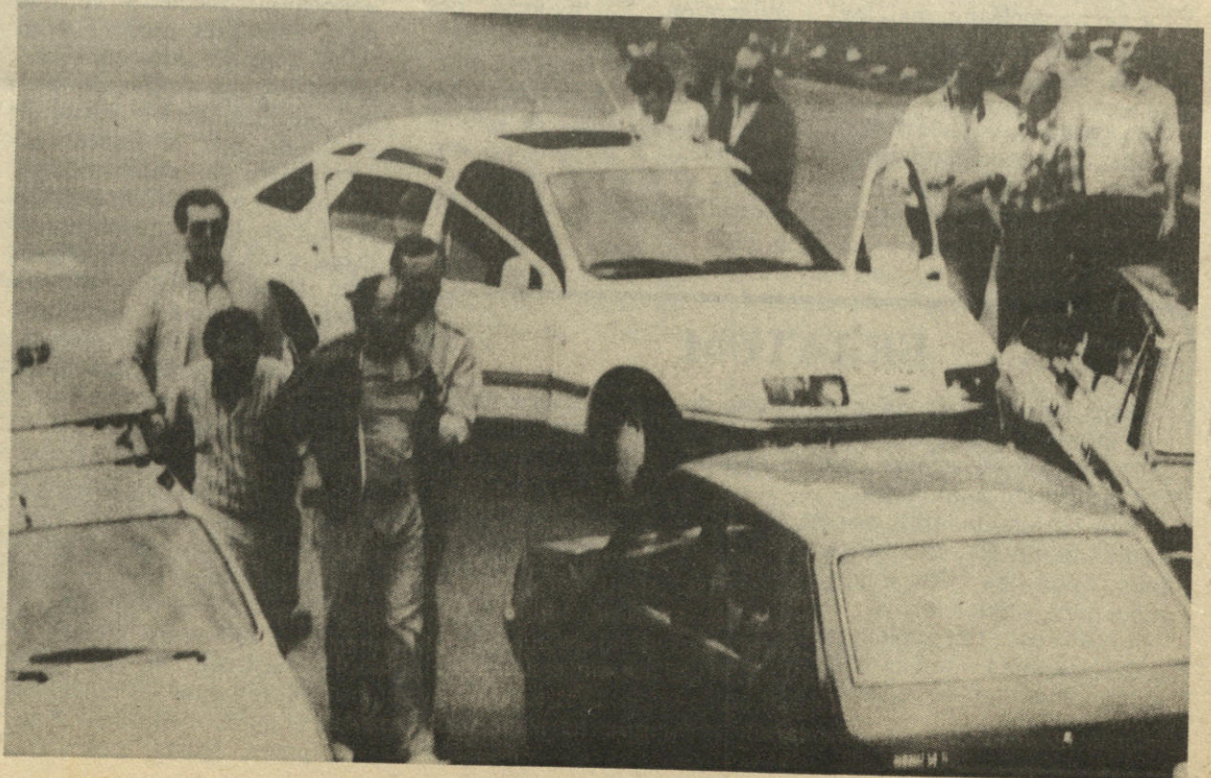
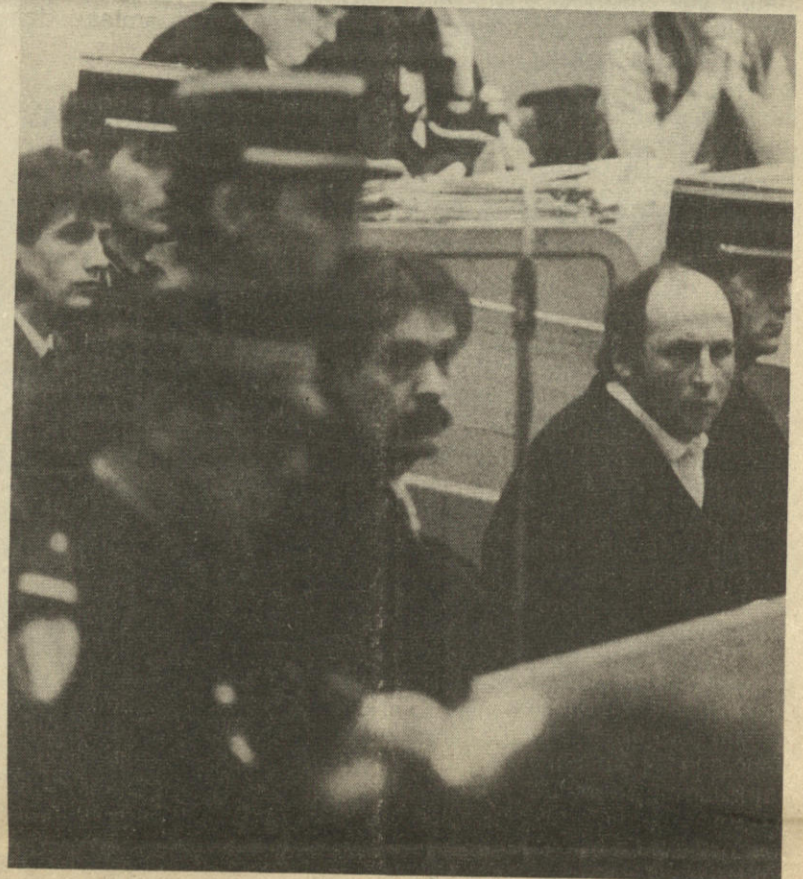
LE procès de Roger Knobelspiess à Evry n'est pas seulement celui d'un homme, c'est aussi celui d'un symbole. Celui du combat contre l'enfermement, les Q.H.S., la barbarie en somme. C'est le combat pour la dignité et pour la justice.

Ce n'est pas le rôle du *Monde libertaire* de rapporter par le menu le détail du procès de Roger Knobelspiess ni celui de nous transformer en chroniqueurs judiciaires. Mais enfin, l'histoire du combat de Roger (voir M.L. précédent), l'acharnement servile, veule et sadique de la police à vouloir le voir ramper est symptomatique de quelques mentalités qui prévalent dans certains milieux officiels. On ne bafoue pas l'autorité. Roger est avant tout coupable de l'avoir fait. Car c'est bien là le nœud de l'affaire.

Il aurait très bien pu se comporter en détenu modèle et collaborer, purger sa peine et tenter malgré tout de se réinsérer. Mais Roger a choisi de vivre debout. Il a voulu hurler et faire savoir que la prison n'est pas seulement une privation de liberté, c'est aussi les humiliations, les coups, le mitard, le sadisme des matons. C'est l'obscurantisme. Le combat de Roger est celui de la lumière contre les ténèbres, c'est pour cela que son combat est le nôtre. C'est celui de la justice contre la brutalité maniaque et c'est aussi pour cela que son combat est le nôtre. C'est celui de la générosité contre la haine, c'est encore pour cela que son combat est le nôtre. Et cette lutte ne cessera pas...

Quelque soit l'issue du procès, que Roger soit condamné ou non, cela n'effacera pas les profondes cicatrices laissées par des années de pénitencier. Malgré le zèle et l'ardeur de la justice, Roger ne cédera jamais. Il est arrivé à un point de non-retour. Les matons ont donné trop de coups. Et ces coups maintenant doivent se retourner contre eux. Vous, matons, si vous lisez ces lignes, sachez que nous avons des réserves inépuisables de mépris à votre service ; que nous méprisons votre matraque, votre uniforme, votre étroitesse d'esprit ; que nous méprisons aussi vos chefs et que nous sommes derrière Roger Knobelspiess. Mais un doute m'effleure, un gardien de prison est-il capable de lire le *Monde libertaire* ?

JEAN-PIERRE GAULT



CINÉMA

« Tangos : l'exil de Gardel »

Le film de Fernando E. Solanas retrace la « tanguedia », tragédie dansée du drame argentin et son prolongement dans l'exil, composée par des réfugiés à Paris voulant continuer à vivre leur pays malgré la séparation de deux océans et créer pour ceux qui sont artistes. Je ne m'arrêterai pas sur des détails politiques me paraissant incertains, l'enjeu du film étant bien au-delà.

Malgré les touchants et constants rappels à Gardel et aux années 30-40, le film évite la mélancolie visqueuse, le mélo-guimauve et le musette-gomina. La narration est peu coutumière, on traverse les

époues, on brasse des situations et on oscille entre la scène et le quotidien. Bien des choses qui ne rendent pas aisé le fil de la mise en scène, et pourtant cette cascade d'enchaînement est une réussite.

Tango oblige, on n'échappe pas aux exhubérances latines et les femmes et les hommes naviguent entre amour, mort et tragédies. Ils ne sortent pas ou trop peu du partage des tâches et des rôles entre machos et matrones.

Astor Piazzolla — que personnellement je considère comme un des dix musiciens de ce siècle — mène le bandoneon avec son génie déjà

légendaire (1); les tranches de vie dansées trament ce film osé de modernité dans la création chorégraphique. Triple synergie entre histoire, musique et danse : un régal qui se ressent beaucoup plus qu'il ne se raconte.

En prime : de bons jeux d'acteurs. Philippe Léotard est encore plus juste que dans ses habituels rôles de voyous complètement ringards. Marie Laforêt incarne magnifiquement un personnage très difficile, à la sensualité débordante et inondée de déchirures.

Les amoureux de Paris seront également comblés par une caméra baladeuse qui filme cet exil comme un cri d'amour et d'espoir.

ALAIN CRAPAUD

(1) Référence du disque du film : Milan, A 280.

Copinage toujours...

« Impassible n'est pas francé ! »
de Michel Enver (chanson climatisée)
et Philippe Altayrac (jazz rauque)
seront au Vingtième Art
18, rue des Panoyaux, Paris 20^e (métro Mémilmontant)
du 14 au 18 janvier 1986, à 20 h 30
Entrée : 40 F
Qu'on se le dise !

Pour assurer
l'indépendance du
« Monde libertaire »,
souscrivez...

Les enfants
de troupe
au théâtre

XAVIER MARCHESCHI, l'auteur (et metteur en scène) de *TUSSSs!...* conçoit son spectacle comme un témoignage « sans haine d'une expérience ». Pas évident ! Il y a pourtant de quoi en avoir gros sur la patate d'avoir passé six ans de sa vie, de 12 à 18 ans, dans une Ecole militaire préparatoire technique.

Il a donc été « enfant de troupe » et ce à partir de 1952, année de parution de *Allons z'enfants* de Yves Gibeau. Il est d'ailleurs remarquable que Marcheschi a dû reconnaître dans *Allons z'enfants* beaucoup de sa propre vérité puisqu'il y a puisé l'inspiration

de quelques uns des dialogues de *TUSSSs!...*

C'est cependant une vision sensiblement différente qu'il nous montre de cet univers où l'on forme la chair à canon. Une vision davantage optimiste peut-être, dans laquelle la connerie est représentée avec drôlesse et parfois même figurée jusqu'à un certain délire comme dans la scène du défilé.

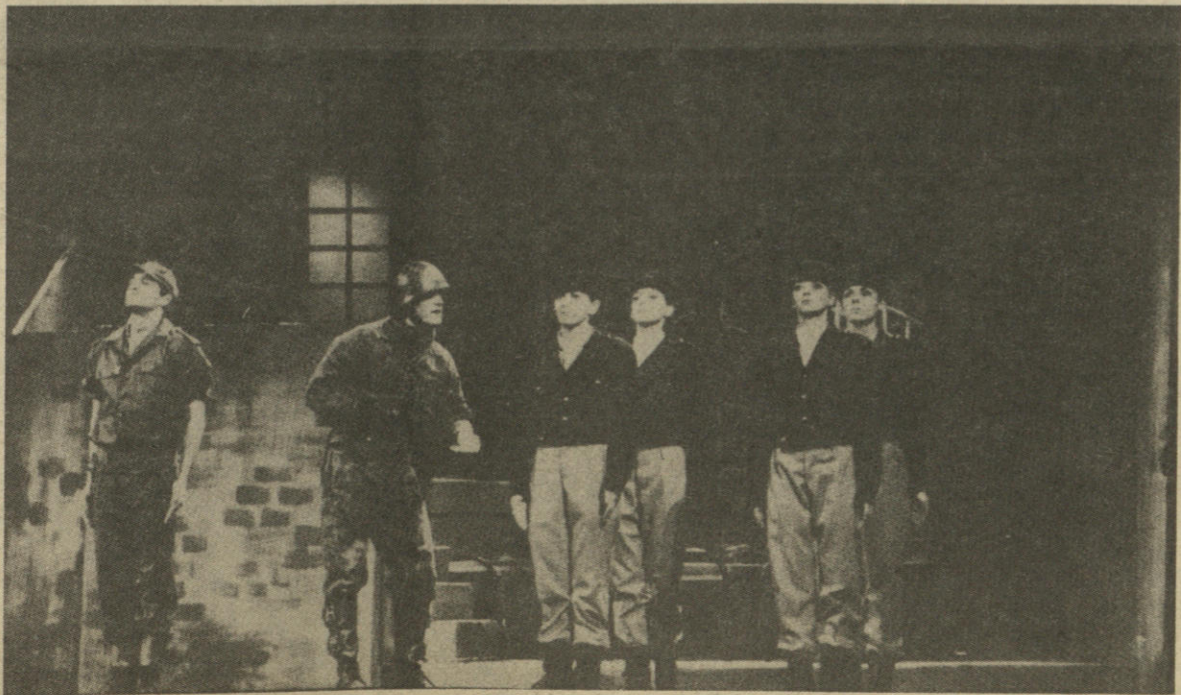
La devise « Bien apprendre pour mieux servir » en dit, à elle seule, assez long sur l'ambiance de l'« école » ; et la représentation peut donc être une comédie, la gravité du drame est là. S'il y a de

l'espoir, c'est dans la diversité des individus. Ainsi, nous avons là des soldats forts différents les uns des autres : on voit l'orphelin pour qui l'armée remplace la famille, mais aussi celui qui est fou de cinoche, et cet autre qui « connaît » toutes les chansons ; certains rempliront, d'autres pas.

On peut dire du bien de tous les comédiens, en particulier des comédiennes qui jouent les rôles des enfants-soldats et dont la performance est irrapprochable.

G.L.

Théâtre de la Cité internationale (La Resserre), 21, boulevard Jourdan, Paris 14^e, à 20 h 30. Relâche dimanche et lundi (tél. : 45.89.38.69).

Programme
de Radio-Libertaire

Jeudi 16 janvier

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : Chuck Berry et Bo Didley.
« Si vis pacem » (17 h à 18 h) : l'objection en Grèce...
« Réflexions sur l'anarchisme » (18 h 30 à 20 h 30) : seconde partie sur la révolution et la guerre en Espagne de 1937 à 1939, avec Freddy.
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 2 h) : les petits labels indépendants.

Vendredi 17 janvier

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : infos et actualité...
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : voyage musical en Inde avec Pahik Montal, professeur au conservatoire national supérieur.
« Jouisissance » (12 h à 14 h) : le roseau chantant (suite).
« Palais de police » (15 h 30 à 17 h) : le palais de police en activité.
« L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : Claire Etcherelli, secrétaire de rédaction aux « Temps modernes », présente le livre édité par la L.D.H. « Cent poèmes contre le racisme ».

Samedi 18 janvier

« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : l'actualité de la flexibilité.
« De bouche à ortels » (15 h 30 à 17 h 30) : Jean-Pierre Huser et Michel Marty.
« Epsilon » (17 h 30 à 19 h) : collage d'éléments sonores autour du thème de la fête...

Dimanche 19 janvier

« Folk à lier » (12 h à 14 h) : spécial Ricky Skaggs, à l'occasion de sa venue en France. C'est l'un des plus grands musiciens actuels de la country musique.
« Le Fou parle » (18 h 30 à 20 h 30) : reçoit Michael Bastow, peintre australien et Griseldis, prostituée de Genève.
« Trisomie 21 » (20 h 30 à 22 h 30) : interview du groupe anglais « Attrition ». News from London. Infos rock.

Lundi 20 janvier

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : l'imagerie mentale et la méthode Seinonton.

Mercredi 22 janvier

« Géopolitique » (15 h 30 à 17 h) : sciences et médias. Invité : Jean-Marc.

LIVRE

« Le Roman de Tatania »
de Jacques Baynac

LE 1^{er} septembre 1906, une jeune terroriste russe, Tatania Léontiéva, tire sur un rentier à Genève en le prenant pour un ministre du tsar. Après cette bétise, elle est internée dans un asile psychiatrique où elle meurt en 1933. Même lorsqu'on est un spécialiste du mouvement révolutionnaire russe comme Jacques Baynac, pourquoi s'intéresser à une trajectoire aussi pitoyable ? Il semble même que la terroriste n'appartenait pas au groupuscule revendiqué, les maximalistes (1). Alors ?

D'abord Baynac éprouve une réelle fascination pour son héroïne, d'où une tendance romanesque qui produit son effet : entraîner le lecteur dans des péripéties (authentiques, elles).

D'autre part, l'étude (2) sert de prétexte pour démonter le mécanisme d'une recherche historique particulièrement intéressante puisqu'il s'agit du mouvement révolutionnaire. L'auteur apporte d'ailleurs de nouvelles hypothèses sur le sujet. Ainsi il suggère que l'échec lamentable de cet attentat aurait joué un

rôle psychologique dans la fin de la terreur socialiste-révolutionnaire décrétée par les militants vers 1908. L'idée d'une provocation policière (de l'Okhrana tsariste, K.G.B. de l'époque) visant ce but n'est pas à écarter.

Enfin, une part importante du livre montre le regard du pouvoir sur la militante après son acte, qu'il s'agisse de la presse, de la justice et surtout des psychiatres, à travers les débats de la jeune société de psychanalyse de Vienne. Les interprétations de la lutte révolutionnaire comme trouble mental de nature sexuelle ont été nombreuses. Seul Freud a tenté de modérer ces analyses pseudo-scientifiques. C'est un exemple intéressant du discours officiel pour condamner et briser ceux à qui la révolte est interdite. Tatania Léontiéva a payé son geste d'un internement à vie qui a été la négation de son mobile : l'injustice.

YVES
(Gr. Florès-Magon)

(1) Scission du parti socialiste révolutionnaire.

(2) Jacques Baynac, « Le Roman de Tatania », éditions Denoël, 89 F.

BIENFAISANCE

Hypocrampe

EMMAUÛS, Secours catholique, restaurants de Coluche... tous à la télévision, dans les journaux, à la radio. Bref, pas d'erreur possible... on est bien en période de fêtes.

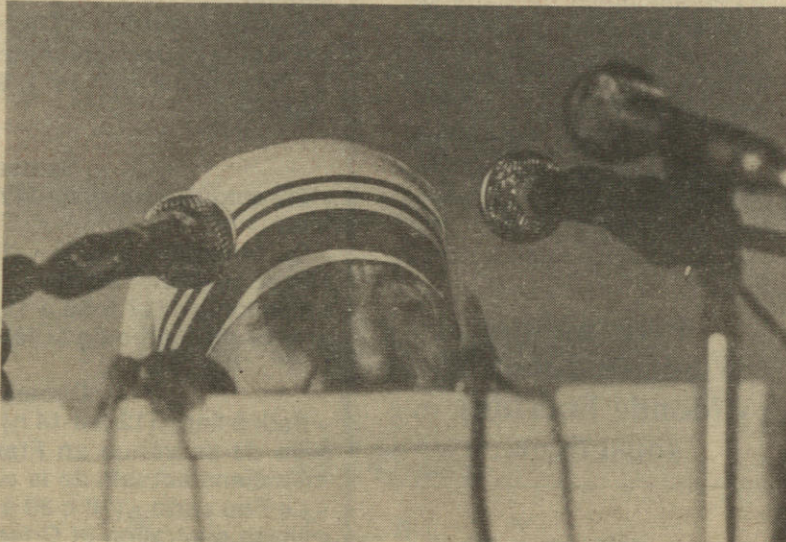
Avant de continuer, je voudrai mettre les pendules à l'heure. Il est trop facile de gueuler, de critiquer gratuitement, de faire la fine bouche : pour un ventre vide, un repas, c'est un repas ! Il faut être débile profond pour ne pas admettre qu'un lit et des couvertures cela vaut bien mieux qu'un banc public ou un pont, surtout en hiver. Pour financer tout cela, on peut penser que l'argent n'a pas d'odeur. D'accord, mais comme disait Brel : « Il est des cas où pas d'odeur vous monte au nez ».

Mettre les pendules à l'heure. O.K., mais allons jusqu'au bout ! Des pauvres, il y en a toujours eu et pas simplement quelques mois avant les élections, monsieur Chrirac. Des vieux emmurés dans une solitude flétrissante, il n'y en a pas qu'à Noël, M. Francesci. Les pauvres et autres galériens de notre société, ce n'est pas une main d'œuvre taillable et corvéable à merci, hein ! Emmaüs. J'ai fait mon signe de croix et récité ma prière, maintenant je peux avoir ma soupe monsieur le Secours catholique ?

Vous voulez faire le bien, aider les gens dans le besoin, vous voulez remédier à la « détresse humaine qui est la honte de notre société »... Bravo !, mille fois bravo ! Mais je ne comprends pas bien pourquoi vous avez besoin d'équipes de télévision pour le faire. Pourquoi vous acceptez de faire la une des journaux plus ou moins à sensation... si

encore vous en profitez pour gueuler, dénoncer, accuser ; mais non c'est trop vous demander ! Un des plus beaux proverbes que je connaisse est chinois. Il dit ceci : « Si ton fils a faim, au lieu de lui donner un poisson, apprend lui à pêcher. »

Oui, mais dans ce cas, on n'aurait plus de pauvres à se mettre sous la dent, on ne pourrait plus se refaire une bonne conscience quotidienne à bon marché — à moins que l'on ne puisse plus se faire un maximum de fric. On ne pourrait plus montrer d'un index compatissant ces pauvres si valorisants



pour les gens biens comme il faut.

Espèce d'hypocrites, vous ne voulez pas voir que la charité est aussi dégradante pour celui qui la fait que pour celui qui la reçoit. La bienfaisance, ça sent, surtout, le faisandé. Loger des sans-abris, est-ce si incompatible avec des actions anti-expulsions ? Nourrir ceux qui ont la dalle doit-il empêcher de monter et de faire vivre des coopératives autonomes ? Secourir doit-il empêcher d'accuser, de dénoncer les magouilles, les

faux-semblants, les coups publicitaires ou électoralistes.

Alors, comme rien n'est simple, pour l'aide momentanée que vous apportez je vous tire mon chapeau. Pour la forme que vous y mettez, pour vos résultats à plus long terme et pour vos véritables motivations, ce serait plutôt un profond mépris que je vous adresserai. Mais comme cela ne vous empêchera en aucun cas de dormir, je suis persuadé que c'est avec d'autres arguments qu'il nous faut réagir.

GÉRARD MOSSÉ*

*Pour l'équipe de « Mon quartier, mon village », R.-L.

DÉLINQUANCE

Le cercle vicieux

LES agressions se succèdent et le scénario est toujours identique. Cette fois, ce sont de petits commerçants lyonnais qui se sont fait agresser. Au seuil de cette nouvelle année, à cette époque uniquement consacrée aux fêtes, on oublie facilement les plus graves injustices. Les braves Lyonnais n'ont pas supporté qu'on les dérange et ont décidé d'agir avec rapidité.

Il n'est pas, bien entendu, question d'excuser les meurtres commis lors de ces cambriolages, mais de démontrer qu'une fois de plus les principaux intéressés n'ont pas cherché à trouver une solution en tenant compte du délinquant et de la cause de son geste. On a pu entendre le maire proposer aux petits commerçants de leur prêter de quoi assurer leur sécurité, au même titre que les grandes surfaces ou les banques. Mais l'idée d'utiliser cet argent à des fins plus justes, et plus pressantes, tel le relogement des familles en difficulté ou d'améliorer le sort des locataires des cités comme Les Minuettes, ne l'a évidemment pas effleuré.

On pourrait comparer cette réaction à une maladie qu'on guérit en surface, sans détruire le microbe qui en est à l'origine. Ici, le microbe ce sont les scandaleuses conditions de vie des défavorisés de Lyon (comme dans de nombreuses villes), la non-hygiène qui règne dans les citées, et le mal plus terrible : le chômage, bien sûr.

Alors, messieurs de l'administration lyonnaise, pourquoi ne pas aider ces gens qui vivent dans un tel inconfort, dans un tel désespoir, qu'ils en deviennent délinquants ? Il serait peut-être temps d'y songer, car vos alarmes et vos hommes armés devant les banques ou les magasins ne changeront absolument rien au problème, mais le rendront encore plus tragique...

On ne sortira pas du cercle vicieux du délinquant emprisonné, puis libéré sans aucune ressource, retombant dans un milieu réprimé par des lois défiant toute logique... Et, en cette période électorale, force est de constater qu'incompréhension et œuillères sont au programme de tous les partis politiques... Alors ?

NADINE

Deux autoréducteurs contre l'Etat français

CLAUDE Boyer et Christian Drouet, deux irréductibles « autoréducteurs associés » viennent de faire très fort afin de se faire entendre dans la lutte qu'ils mènent depuis des années contre l'E.D.F.

Ils ont déposé purement et simplement une plainte devant la Commission européenne des droits de l'homme contre l'Etat français. Motif : « usage abusif de la juridiction pénale à des fins de répression des luttes d'usagers du service public, pré-

sentant un caractère social et d'intérêt général. » (1).

Claude Boyer, début 1979, signifiait à l'E.D.F. son désaccord sur la gestion, les investissements et les coûts, donc sur le prix de l'énergie vendue aux usagers, et refusait dès lors de régler en totalité ses factures E.D.F. Le Monde libertaire a relaté régulièrement les péripéties judiciaires de Claude dans ses colonnes.

Claude Boyer est, avec quelques amis, à l'origine de l'association des Autoréducteurs

associés, qui s'est donnée pour but d'informer les usagers de l'E.D.F. sur sa gestion, ses investissements inconsidérés, les inégalités des tarifs et d'inciter en conséquence à l'autoréduction des factures d'électricité.

Christian Drouet, lui, a choisi l'autoréduction revendiquée pour protester contre le nucléaire et la société qu'il engendre, ainsi que le non-respect de la part d'E.D.F. du principe de l'égalité du traitement des usagers. A Reims, ville où habite Christian, l'E.D.F. est restée muette aux arguments de cet usager récalcitrant, préférant se cacher derrière la justice. Les procès se sont succédés (voir M.L. de l'an dernier).

Christian et Claude ont démontré par leurs travaux les chiffres qu'ils ont fourni et par leur argumentation sans faille que le « service public » était détourné de l'intérêt général au profit d'intérêts politiques, financiers, industriels et militaires. En refusant d'obtempérer au racket généralisé, ils se trouvent aujourd'hui confrontés au totalitarisme des groupes privilégiés qui utilisent la législation afin de faire taire ces deux « emmerdeurs » et de les marginaliser en criminalisant des actes de désobéissance civile non violents.

Nous reviendrons très bientôt sur tout cela dans le Monde libertaire, alors... à suivre !

GIL

(1) Pour tout contact avec Claude Boyer et Christian Drouet, écrire au « Monde libertaire », nous transmettrons aux intéressés.

Procès d'objos à Nantes

DEPUIS le début du mois de décembre, les procès d'objecteurs insoumis au service civil ont repris à Nantes : le 2, Jean-Paul Sultot était condamné à six mois de prison avec sursis et au retrait du statut d'objecteur ; le 11, Franck Degre écopait de six mois de prison ferme (du jamais vu à Nantes !).

Leur délit ? Un délit d'opinion ! Le refus d'accomplir un service civil discriminatoire de deux ans, le refus d'être privé pendant ceux-ci de tous les droits fondamentaux (droit de grève, de réunion, politiques et syndicaux...), et la revendication du libre choix de l'affectation.

Ces procès ne sont pas des exceptions, de nombreux objecteurs et insoumis ont déjà été lourdement condamnés depuis quelques mois en France : T. Dubuisson (trois mois avec sursis), D. Seel (insoumis, un an et un jour ferme), Christian Frigoult (insoumis, neuf mois ferme), Joël Pitois (objecteur, amende de 30 F par jour pendant un an)... Les antimilitaristes seraient-ils devenus dangereux pour le pouvoir socialiste ? Ou bien cherche-t-on, en cette période électorale, à rassurer les autorités militaires ?

Peu importe ! Face à la répression aveugle et tout azimut de la justice (les investigations policières en cours laissent présager de nombreux autres procès à venir), une seule réponse : la mobilisation de tous et de toutes (réfractaires, libertaires, antimilitaristes, pacifistes, militants des droits de l'homme, militants syndicaux, sans étiquette, etc.).

Ne laissons pas la justice offrir comme étrennes aux militaires des objecteurs et des insoumis en prison (1) !

LAURENT

(1) Pour tous contacts : comité de soutien à Franck Degre, G.R.I.M., B.P. 804, 44019 Nantes cedex.



oak